

Le Panorama de presse quotidien de la Région Hauts-de-France



Réalisé par le service Presse de la
Direction de l'Information et de l'Accueil

08 février 2017



Ce Panorama de presse est constitué d'une sélection d'articles issus des presses quotidiennes nationales et régionales Nord Pas de Calais - Picardie, classés par thème.

Pour tout complément d'information :

Direction de l'Information et de l'Accueil
Service Presse
Poste (4)6741, (4)6742, (4)6744
Panoramapresse@hautsdefrance.fr
151 Avenue du Président Hoover - Lille



SOMMAIRE

P - EMPLOI ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

(3 articles)

LA VOIX DU NORD

mercredi 8 février 2017

Tout pour l'emploi et l'insertion sociale et professionnelle

(460 mots)

Page 9

Onnaing. Géré et piloté par le CCAS, le pôle ressources et compétences, lieu unique sur le Valenciennois, va permettre de p...

Le Monde

mercredi 8 février 2017

" Les 15 TGV du plan de sauvetage seront commandés à Alstom fin février "

(1256 mots)

Page 10

L'affaire Alstom-Belfort est-elle en train de rebondir ? L'inquiétude est revenue dans les usines ferroviaires d'Alstom apr...

LesEchos

LE QUOTIDIEN DE L'ÉCONOMIE

mercredi 8 février 2017

Le fabricant de cabines Tim en redressement judiciaire

(403 mots)

Page 12

Le tribunal de commerce de Lille Métropole a placé lundi 6 janvier en redr...

VP1 - SOLIDARITÉS AVEC LES TERRITOIRES, CONTRAT DE PLAN ETAT-RÉGIO..

(3 articles)

LA VOIX DU NORD

mercredi 8 février 2017

Le SCOT a enfin eu un signe (et un bon) de Ségolène Royal!

(315 mots)

Page 14

PAR N. L. et C. B. douai@lavoixdunord.fr DOUAISIS. La fronde des élus du Douaisis en colère contre Ségolène Royal a semble-...

**Courrier
picard**

mercredi 8 février 2017

Alain Brailly «Priorité à la ruralité»

(868 mots)

Page 15

Quelles sont les actions entreprises, depuis que vous êtes président, que vous souhaitez mettre en avant? C'est d'abord la ...

**Courrier
picard**

mercredi 8 février 2017

Une carrière professionnelle dans les travaux publics

(74 mots)

Page 16

Une carrière professionnelle dans les travaux publics Aujourd'hui retraité, Alain Brailly a effectué une carrière professio...

VP2 - TRANSPORTS, INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT...

(3 articles)

LA VOIX DU NORD

mercredi 8 février 2017

Gérald Darmanin attendu... à deux pas de la gare (158 mots)

SAINT-POL. Le vice-président de la Région en charge des Transports, qui n'est autre que le maire de Tourcoing Gérald Darmanin...

Page 18

L'union

mercredi 8 février 2017

Un développement régional au détriment de Tergnier? (426 mots)

Les inquiétudes qui agitent les responsables syndicaux du technicentre, le fleuron de la SNCF dans l'Aisne ne baissent pas ...

Page 19

Nord Littoral
Le journal de la Côte d'Opale

mercredi 8 février 2017

Calais-Le Boulou c'est reparti ! (472 mots)

Après plusieurs mois d'interruption, et le démantèlement de la Jungle entre deux, la ligne de ferroutage Calais-Le Boulou a...

Page 20

VP3 - FUSION, ADMINISTRATION GÉNÉRALE, AFFAIRES JURIDIQUES...

(2 articles)

Aujourd'hui en France

mercredi 8 février 2017

L'impôt à la source expliqué aux Français (448 mots)

De notre envoyée spéciale Aurélie Lebel à Orléans (loiret) Il a démarré son tour de France sans vél...

Page 22

Aujourd'hui en France

mercredi 8 février 2017

Ce que vous devez savoir sur le prélèvement à la source

(459 mots)

Je ne vais pas payer d'impôts sur mes revenus 2017 C'est la fameuse « année blanche ». Pour passer au prélèvement à la source en 2018 — ...

Page 23

VP4 - DÉVELOPPEMENT DURABLE, TRI, TRANSITION ÉNERGÉTIQUE...

(1 article)

LA VOIX DU NORD

mercredi 8 février 2017

La première borne publique de recharge électrique installée

(294 mots)

PAR LIONEL MARÉCHAL fourmies@lavoixdunord.fr FOURMIES. Qu'est-ce que c'est que ça? Ils sont nombreux les promeneurs (et les...

Page 25

VP7 - AGRICULTURE, AGROALIMENTAIRE

(6 articles)

- LA VOIX DU NORD**
mercredi 8 février 2017
- L'agriculture productiviste va-t-elle tuer les paysans ?** Page 27
...
Pierre Bitoun : " Une cohabitation de plus en plus schizophrénique"
- LA VOIX DU NORD**
mercredi 8 février 2017
- À Héricourt, l'exemple d'une ferme où «on fait autrement»** Page 28
(647 mots)
C'est un parfum. Pas la puanteur des bouses, ni l'odeur aigre qu'exhale le cuir chaud des vaches couchées sur la paille, ma...
- LA VOIX DU NORD**
mercredi 8 février 2017
- « Le sentiment d'avoir perdu le sens »** (450 mots) Page 29
« Le nombre de familles accompagnées ne cesse d'augmenter alors que le nombre d'agriculteurs ne cesse de baisser. » Vingt-c...
- L'union**
mercredi 8 février 2017
- "Retrouver des niveaux de compétitivité perdus"** (504 mots) Page 30
Il représente le principal syndicat agricole, diffuse un indéniable charisme quand il plonge son regard clair dans les yeux...
- L'union**
mercredi 8 février 2017
- Non au revenu universel pour les agriculteurs** (236 mots) Page 31
Il ne s'en cache pas, Xavier Beulin entend bien peser sur l'élection présidentielle, en affectant toutefois de ne pas soute...
- LesEchos**
mercredi 8 février 2017
- Agriculture : les défaillances d'exploitations en forte hausse** Page 32
(587 mots)
L'agriculture est à la traîne. C'est la seule activité économique où les défaillances d'en...

VP8 - CULTURE

(1 article)

- LA VOIX DU NORD**
mercredi 8 février 2017
- Tourisme de mémoire: l'autre visage du territoire** (370 mots) Page 34
PAR BENJAMIN CORMIER dunkerque@lavoixdunord.fr DUNKERQUE. 1.Des sites incontournables. Dans son dernier «Datafolio transfro...

VP9 - FORMATION ET RELATIONS AVEC LES ENTREPRISES

(3 articles)


Le journal de la Côte d'Opale
mercredi 8 février 2017

Calais dope le business franco-anglais (347 mots)

Ce n'est pas une visite de courtoisie mais un échange qui entre dans un cadre bien précis, construit et de longue haleine. ...

Page 36


mercredi 8 février 2017

Pierre Gattaz, les confidences du MEDEF à 500 patrons de la région (491 mots)

Par Yannick Boucher economie@lavoixdunord.fr Marcq-en-Barœul. Ce fut une salle comble à la cité marcquoise des Échanges pou...

Page 37


mercredi 8 février 2017

Fillon et Macron dans l'ordre (225 mots)

Impossible d'esquiver le sujet de ses préférences entre les différents programmes des candidats à la présidentielle. Sans s...

Page 38

VP10 - ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, RECHERCHE, UNIVERSITÉS

(1 article)


mercredi 8 février 2017

Cinq mois après son ouverture, le campus gare est inauguré (179 mots)

ROUBAIX. Un moment symbolique et officiel a eu lieu hier matin à Roubaix: la coupure du ruban d'inauguration du campus univ...

Page 40

VP11 - LYCÉES

(3 articles)


mercredi 8 février 2017

Ils font la fierté du lycée agricole (671 mots)

1 Les Ovinpiades des hauts-de-france La huitième finale territoriale des Hauts-de-France des Ovinpiades a réuni 33 élèves de...

Page 42


mercredi 8 février 2017

Tout ce que vous ignoriez sur le lycée agricole de Radinghem (299 mots)

Par Aurélie Chupin montreuil@lavoixdunord.fr Radinghem. 1 Une ferme à la pointe de la technologie L'étable a été construite...

Page 43


mercredi 8 février 2017

Six élèves représenteront le lycée au salon de l'Agriculture de Paris (479 mots)

Valentin, Baptiste, Florian, Camille, Antoine et Hugues se rendront du 25 février au 5 mars au salon de l'Agriculture pour ...

Page 44

VP13 - JEUNESSE ET SPORTS

(2 articles)

LA VOIX DU NORD

mercredi 8 février 2017

«Enfin!» la réouverture du stade couvert se confirme pour avril

(384 mots)

Page 46

PAR EMMANUEL CRÉPELLE lens@lavoixdunord.fr LIÉVIN. Cinq lettres comme un soupir de soulagement collectif : E-N-F-I-N! Après...

LA VOIX DU NORD

mercredi 8 février 2017

La programmation 2017 (172 mots)

Page 47

Évidemment pour une reprise, la programmation des événements 2017 est volontairement modeste. Parce qu'on ne pourrait prend...

VP14 - RURALITÉ, DÉVELOPPEMENT DU NUMÉRIQUE, FAMILLE...

(2 articles)

LA VOIX DU NORD

mercredi 8 février 2017

Quels résultats pour la politique de contrôle des allocataires du RSA? (434 mots)

Page 49

PAR LAURENT DECOTTE region@lavoixunord.fr NORD. Pour la première fois depuis longtemps, le nombre de foyers allocataires du...

Le Monde

mercredi 8 février 2017

L'école, une " bulle d'oxygène " pour les migrants (1543 mots)

Page 50

Il y a trois " petits nouveaux ", cet après-midi de janvier, dans la classe de maternelle de Julie Soyez : Rojan, 3 ans, A...

POLITIQUE NATIONALE

(7 articles)

LE FIGARO

mercredi 8 février 2017

Élection présidentielle : le grand chambardement électoral

(1675 mots)

Page 53

PASCAL PERRINEAU Professeur des universités à Sciences Po, chercheur au...

LE FIGARO

mercredi 8 février 2017

Luc Rouban : la fragmentation de l'électorat signe la fin du vote de classe (1003 mots)

Page 56

DIRECTEUR de recherches au CNRS-Cevipof, Luc Rouban souligne le rôle déterminant de la recomposition des clivages « gauche, droite,...

LE FIGARO

mercredi 8 février 2017

La lente agonie de l'extrême gauche française (1897 mots)

Page 58

NPA, Lutte ouvrière, deux partis trotskistes rompus aux campagnes présidentielles depuis plus de quarante ans, pourraient ne pas av...

LE FIGARO

mercredi 8 février 2017

Hamon dans le rôle du rassembleur des socialistes (819 mots)

Pour souder son camp, le candidat crée un « conseil parlementaire » qui l'épaulera dans sa campagne « forte, courte, sur le terrain...

Page 61

LesEchos

mercredi 8 février 2017

L'âpre retour en campagne de François Fillon (908 mots)

Dans l'Aube mardi, François Fillon a visité une usine Le Coq Sportif en compagnie de François Baroin. ...

Page 62

Le Monde

mercredi 8 février 2017

Le casse-tête des investitures PS aux législatives (1155 mots)

Ayant désormais investi Benoît Hamon pour l'élection présidentielle, le Parti socialiste doit boucler un autre dossier sens...

Page 64

l'Humanité

mercredi 8 février 2017

« Les petites mains de la République » exigent un statut

(806 mots)

Subitement, toute la France s'intéresse aux assistants parlementaires. L'affaire Penelope Fillon a choqué l'opinion. Elle a...

Page 66

P - EMPLOI ET
DÉVELOPPEMENT
ÉCONOMIQUE

Tout pour l'emploi et l'insertion sociale et professionnelle

Onnaing. Géré et piloté par le CCAS, le pôle ressources et compétences, lieu unique sur le Valenciennois, va permettre de proposer aux habitants du secteur un véritable tremplin vers la formation, l'insertion professionnelle et l'emploi. Pour Michelle Gréaume-Dolez, maire, «cet outil est une structure de qualité avec des outils simples pour mesurer notre stratégie locale et l'adapter en permanence selon les objectifs cohérents, clairs, lisibles fixés avec les partenaires». Avec la Maison de la solidarité, la Maison de proximité, la maison de quartier appelée à devenir le centre social intercommunal regroupant Onnaing, Vicq, Quarouble, le pôle ressources et compétences complète une structure de terrain. La présence de nombreuses entreprises, le développement des zones d'activités économiques comme le Pavé 1 et le Pavé 2 toutes gérées par Valenciennes Métropole ont fait apparaître la nécessité

de mettre en place une feuille de route déclinée à travers une convention pluriannuelle avec les partenaires acteurs et générateurs d'emplois. Désormais, il a les structures, le potentiel, la volonté, les services pour répondre aux demandeurs d'emploi et aux acteurs économiques.

Réactions

G. Lelong, vice-président de Valenciennes Métropole: «Valenciennes Métropole se doit de mieux faire connaître les initiatives collectives. Ce beau projet d'Onnaing a le soutien de la communauté qui s'engage à participer à l'organisation du système avec un appui aux entreprises pour faciliter l'insertion». Représentant de la CCI Grand Hainaut: «La CCI est un acteur économique et facilitateur. La ville d'Onnaing sera accompagnée dans sa stratégie économique avec le soutien aux entreprises

qui créent la richesse». Représentante de la chambre des métiers et de l'artisanat: «L'artisanat est la première entreprise de France. Nous soutenons le projet qui sera consolidé en 2018 avec le nouveau centre URMA de Bruay-sur-l'Escaut». Le secrétaire général du sous-préfet: «Onnaing a fait le premier pas. C'est le socle d'une véritable politique d'insertion. Il faut répondre à des situations de plus en plus complexes et offrir à chaque administré les moyens pour sa réussite». Les signataires de la convention avec la ville: État, Valenciennes Métropole, Pôle emploi, CCI grand Hainaut, la chambre des métiers et de l'artisanat Nord Pas-de-Calais, la mission locale jeunes du Valenciennois, la maison de l'emploi du Valenciennois, Handy's action, l'association des entreprises «Club réussir agence de Valenciennes». Adresse: Pôle ressources et compétences, rue Roger-Salengro. ■



" Les 15 TGV du plan de sauvetage seront commandés à Alstom fin février "

Le secrétaire d'Etat chargé de l'industrie, Christophe Sirugue, répond aux inquiétudes

L'affaire Alstom-Belfort est-elle en train de rebondir ? L'inquiétude est revenue dans les usines ferroviaires d'Alstom après qu'une note alarmante de la direction des affaires juridiques de Bercy a été révélée, lundi 6 février, par le quotidien économique *Les Echos*, qui s'appuyait lui-même sur des révélations de la lettre spécialisée *Mobilette*. Alerte rouge : le plan de sauvetage de l'usine de Belfort – et de ses 450 emplois – conclu en octobre 2016 serait menacé.

La note datée du 2 décembre 2016, que *Le Monde* a pu consulter, souligne effectivement les risques juridiques pour l'Etat de la commande directe des 15 rames de TGV destinées à renflouer Belfort pour un montant de plus de 400 millions d'euros. Détail piquant : ces nouveaux trains circuleront sur la ligne classique Bordeaux-Marseille, à des vitesses très inférieures à leur capacité maximale.

Selon les juristes, le montage qui consiste à permettre à l'Etat de recourir à un marché en cours d'exécution passé en 2007 entre la SNCF et Alstom pose problème en termes de mise en concurrence et " constituerait un détournement de procédure ". Confronté au risque d'un retour de flamme dans cette affaire explosive, Christophe Sirugue, le secrétaire d'Etat chargé de l'industrie, qui pilote la mise en œuvre du plan, a répondu à nos questions.

Le plan de sauvetage d'Alstom est-il – ou a-t-il été – remis en ques-

tion pour des raisons juridiques ?

Non. La note de la direction des affaires juridiques évoquée par la presse a été produite sur la base d'un scénario étudié, mais jamais retenu. Nous n'avons pas envisagé l'achat direct par l'Etat des 15 rames de TGV. Notre option consiste à demander à la SNCF d'acquiescer directement, dans le cadre du plan dit Alstom-Belfort, les 15 rames à travers un contrat-cadre existant. Nous sommes toujours sur cette hypothèse. Il n'y a pas de changement par rapport au programme retenu par l'Etat.

Cet avis de la direction juridique ne vous a donc pas fait changer de stratégie...

Il est normal que plusieurs scénarios soient étudiés, et que l'Etat s'entoure d'avis juridiques avant de retenir une option. La direction juridique a analysé un choix qui n'a pas été le nôtre. Elle en a parfaitement la légitimité et c'est utile. On sait au moins que ce n'est pas cette voie qu'il faut prendre.

Où en est cette commande de 15 rames de TGV ?

Le processus suit son cours dans les délais prévus. Je viens d'envoyer une invitation aux membres du comité de suivi (direction d'Alstom, de la SNCF, élus, représentants syndicaux...) à assister à notre prochaine réunion le 17 février. La précédente s'est tenue le 28 novembre 2016. A ce moment-là, et comme la dernière fois, je ferai le point sur l'avancée du dossier.

Comme annoncé en octobre 2016, le calendrier nous emmènera jusqu'en mars. Il est regrettable que cette note ancienne vienne maintenant inquiéter

les salariés. Il est normal qu'il y ait des discussions financières, des vérifications juridiques à réaliser. Nous nous rencontrons régulièrement, mon homologue secrétaire d'Etat aux transports, Alain Vidalies, et moi-même.

On note un seul retard par rapport au calendrier initial : le dispositif devait être présenté au conseil d'administration (CA) de la SNCF en janvier, finalement ce sera en février. Mais, fin février, il ne fait pas de doute que les 15 TGV seront commandés. J'ai d'ailleurs eu un échange téléphonique avec Guillaume Pepy. Le président de la SNCF a confirmé qu'il n'y aura pas de remise en cause de la commande.

On dit pourtant la SNCF réticente à réaliser cet investissement. L'opérateur national ferroviaire est-il pleinement en phase avec le gouvernement sur ce sujet ?

Je n'ai pas tordu le bras à la SNCF. Nous avons des réunions régulières avec Guillaume Pepy. J'ai le sentiment qu'il y a un alignement entre ce qui a été décidé par le gouvernement et la volonté de la SNCF.

Cette opération consistant à commander des trains à grande vitesse pour une ligne à vitesse classique a été, à maintes reprises, critiquée pour son côté baroque. Y a-t-il espoir qu'un jour ces TGV roulent à plus de 160 kilomètres/heure ?

Depuis des années, des TGV roulent sur des lignes qui ne sont pas à grande vitesse sans que cela ait ému personne. Curieusement, ce qui jusqu'ici n'était pas baroque, soudain, le

devient. Et, en plus, pour une voie ferrée destinée à devenir une vraie ligne à grande vitesse. On a le droit de critiquer cette option, mais il faut alors critiquer l'ensemble du système TGV français.

Cela étant dit, le plus important, c'est que notre décision est un vrai choix de gouvernement. Les choix politiques, cela existe. En l'occurrence, le gouvernement de la République décide d'anticiper la commande des 15 rames de TGV, commande qui, de toute manière, aurait été passée. Nous anticipons cette commande pour sauver Alstom.

Et je dis bien Alstom, pas seulement Belfort. Je rappelle que la problématique de trou de commande existe aussi à Aytré, près de La Rochelle. Je m'y suis rendu récemment et le responsable d'Alstom sur place m'a interpellé pour vérifier que les 15

rames de TGV allaient bien être commandées. Lui sait quelles sont les conséquences d'un manque de charge industrielle pour ses 1 200 salariés.

A un moment donné, il faut que les donneurs de leçons intègrent que les choix effectués correspondent à une vraie stratégie politique assumée de gouvernement.

La SNCF participe au sauvetage d'Alstom. Pourtant on a le sentiment que c'est le groupe qui a les plus sérieuses difficultés financières qui se retrouve à aider une société en plutôt bonne santé...

Il ne faut pas oublier de replacer le feuilleton dans un calendrier. Lorsque nous avons eu à gérer la question de Belfort, Alstom n'avait pas encore décroché quelques contrats non négligeables qu'il a, depuis, emportés, dont le plus gros appel d'offres qui n'ait jamais été passé

dans le ferroviaire depuis la Libération (la commande des RER nouvelle génération).

La situation est forcément aujourd'hui un peu différente. Il n'en demeure pas moins qu'il y avait un vrai trou dans le plan de charge industriel d'Alstom qui menaçait l'emploi et qui faisait prendre des risques au pays en termes de conservation des savoir-faire. Cela n'empêche pas que la SNCF est dans un environnement financier difficile. L'Etat s'est engagé à soutenir financièrement l'opération Alstom-Belfort et cette dernière n'aura donc pas d'impacts financiers négatifs pour la SNCF.

propos recueillis par Éric Béziat ■

propos recueillis par Éric Béziat



Le fabricant de cabines Tim en redressement judiciaire

La filiale de Fritzmeier qui produit des cabines d'engins de chantier est confrontée à la baisse des commandes de Caterpillar.

Le tribunal de commerce de Lille Métropole a placé lundi 6 janvier en redressement judiciaire l'entreprise Tim, basée à Quaëdypre, près de Dunkerque. Cette usine est la seule du groupe familial allemand Fritzmeier, qui produit des cabines d'engins de chantier et de machines agricoles. Sa situation se dégrade depuis quelques années au rythme du désengagement de son principal client, Caterpillar. Ce dernier pesait encore l'an dernier pour 80 % de son activité. Or il réinternalise certaines productions ou en délocalise d'autres dans des pays à bas coûts. Et l'ensemble du secteur du BTP, cœur de cible de Tim, reste en crise. En mai, l'entreprise avait dû se résoudre à un plan social portant sur 123 de ses 630 salariés. A l'époque, la direction de l'usine était plutôt optimiste sur ses chances de surmonter cette

mauvaise passe. Mais ce tour de vis ainsi qu'un soutien financier de la maison mère n'ont pas suffi. Caterpillar, lui-même engagé dans un plan de restructuration, a annoncé en septembre son intention de fermer son usine belge de Charleroi ainsi que de transférer des productions en dehors de l'Europe.

Inquiétude des élus

La situation de la filiale française du groupe allemand est très difficile dans la mesure où elle a perdu la moitié de son chiffre d'affaires en quelques années. Celui-ci atteignait l'an passé 92,7 millions d'euros, à comparer aux 123 millions enregistrés un an plus tôt. Les 493 salariés de TIM, mais aussi les élus, sont inquiets et les syndicats craignent un nouveau plan portant sur 200 licen-

ciements. « Quelle est la masse critique pour rester sur le marché ? », s'interroge un élu responsable du développement économique. Des passerelles avec le fabricant japonais de tracteurs Kubota, qui vient de s'implanter dans l'agglomération, semblent complexes à mettre en place, d'autant que les rythmes de production sont très différents : Kubota produit de 2.000 à 2.500 tracteurs par an, contre une capacité de 3.000 cabines par mois chez Tim.

Le tribunal de commerce a nommé deux administrateurs judiciaires et deux mandataires, et attend la présentation d'un plan pour le 15 mars.

Correspondant à Lille ■

par Olivier Ducuing



**VP1 - SOLIDARITÉS AVEC
LES TERRITOIRES, CONTRAT
DE PLAN ETAT-RÉGIO..**

Le SCOT a enfin eu un signe (et un bon) de Ségolène Royal!

PAR N. L. et C. B. douai@lavoixdunord.fr DOUAI-SIS. La fronde des élus du Douaisis en colère contre Ségolène Royal a semble-t-il payé! Ce qui est sûr, c'est que le cabinet de la ministre de l'Environnement n'a pas «loupé» l'article que nous avons publié (lire notre édition de ce samedi 4 février), épinglant l'engagement non respecté de Ségolène Royal de subventionner vingt-six communes du Douaisis en pointe sur les économies d'énergie. «Il ne comprend pas pourquoi le dossier n'est pas arrivé sur le bureau de la ministre», relate Lionel Courda-

vault, qui s'est entretenu avec le cabinet de Mme Royal. Le président du SCOT attendait que la ministre se positionne. «On m'a dit que les choses devraient se régler dans la semaine. Hier, la directrice du SCOT a rappelé le cabinet: notre dossier devait être mis à la signature de la ministre aujourd'hui (ndlr: ce mardi)», poursuit l'élu, qui espérait que le téléphone fonctionne enfin, entre le ministère et le Douaisis, pour les tenir informés de la décision finale. Et cela n'a pas manqué! Ce mardi, vers 17 h 20, le cabinet de la ministre a bien contacté le président du SCOT pour lui indi-

quer que Ségolène Royal avait signé le fameux dossier le midi même et que les notifications allaient lui parvenir dans la semaine par courrier. «Tout devrait donc rentrer dans l'ordre», s'est réjoui Lionel Courdavauld. Les fameuses subventions d'un montant de 1,5 million d'euros, promises par l'État, devraient bien être versées aux vingt-six communes, permettant notamment de financer la rénovation de leur éclairage public. ■



Alain Brailly «Priorité à la ruralité»

Quelles sont les actions entreprises, depuis que vous êtes président, que vous souhaitez mettre en avant? C'est d'abord la mise en place d'une nouvelle organisation des services à la communauté de communes, pour les rendre plus fonctionnels. C'est une entreprise de 56 personnes, qui travaillent au service des habitants. Les locaux ont été agrandis et aménagés, pour être plus fonctionnels. Il faut aussi être présent, mais j'ai deux adjoints à qui j'ai confié une délégation de signature. Et concernant les projets? Le plus gros, dont on va voir dans quelques mois l'aboutissement, concerne évidemment la piscine de Couloisy, qu'il fallait rénover et agrandir, en ajoutant un petit bassin. Le chantier a débuté il y a un an et doit être achevé en juin. C'est un énorme engagement financier, de l'ordre 7,5 millions d'euros, car il y a également la rénovation du gymnase et la couverture temporaire de la piscine découverte d'Attichy. En mettant du chauffage provisoire, pour l'eau et les vestiaires, cela permet de maintenir l'activité piscine, pour les scolaires, les clubs et le public. Nous avons cette chance de disposer de cette solution transitoire, qui offre également la possibilité de maintenir l'activité du personnel, soit une douzaine de personnes. Qu'est-ce qui a motivé cet engagement financier important? Tout d'abord, la fréquentation, car nous enregistrons 65000 entrées par an. Ce n'est pas négligeable, pour nos communes rurales. Tous les enfants scolarisés savent nager en sortant du primaire. Il faut dire aussi que nous avons été aidés par le Département et la Région, qui nous ap-

portent chacun 2 millions d'euros. Pour le reste, nous avons contracté un emprunt, que nous allons rembourser sur 25 ans. Il y a également la mise en place du très haut débit? Oui, nous avons suivi les programmes de déploiement de l'État et du département. Pour ce qui concerne la part communale, nous avons pris le parti de la mutualiser au sein de l'intercommunalité. Mais, ce n'est pas négligeable, car cela représente un investissement de 3,2 millions d'euros. Les travaux sont en cours. Au cours du premier semestre, la partie au sud de la RN31 va être réalisée. Pour la partie au nord, il faudra patienter encore un peu, jusqu'en 2019. Et pour ce qui concerne le tourisme? C'est l'un de nos axes forts. Nous avons été précurseurs, puisque nous avons pris cette compétence, au 1er janvier 2016, avant qu'elle ne devienne obligatoire pour notre intercommunalité. Nous avons créé un Épic (Établissement public à intérêt commercial), avec un directeur pour la structure et trois personnes, qui travaillent avec lui. L'office de tourisme, qui se trouve à Pierrefonds, est en cours d'aménagement. Il s'agit de la cour, mais également d'une salle dans le fond, qui va servir de lieu d'expositions. L'objectif est de profiter du formidable pouvoir d'attractivité du château de Pierrefonds, qui accueille 150000 visiteurs par an, pour faire venir des touristes dans nos locaux et leur proposer des produits. L'office a déjà des formules négociées avec des restaurateurs à environ 50 ou 55 euros la journée. En dehors de Pierrefonds, quels sont les atouts du territoire, sur lesquels vous comptez vous appuyer? En de-

hors de la forêt et des richesses du patrimoine rural, il s'agit essentiellement du tourisme de mémoire, sur la Grande Guerre. Nous avons déjà quatre parcours de randonnée, de 3 à 6 km, à Tracy-le-Mont, Nampcel, Moulin-sous-Touvent et Autrèches. Il y a également le site de la Kronprinz à Nampcel, qui en cours de restauration par l'APRAK (Association pour la rénovation de l'abri du Kronprinz) et que nous voudrions intégrer dans nos circuits de visite. Il y a également un projet de maison médicale. Pouvez-vous en parler? C'est la mairie de Cuise-La Motte, qui accueille le projet, mais il y a un fonds de concours de l'intercommunalité à hauteur de 250000 euros. Une convention a été signée fin 2016, avec six médecins et un orthophoniste. Il s'agit des trois médecins de la structure actuelle et les deux médecins de Rethondes, qui souhaitaient se regrouper à trois et ne pouvaient le faire sur place. Tout sera regroupé dans l'ancienne école de Cuise-La Motte, avec la bibliothèque, le musée du Cuisien et les activités liées à la petite enfance. Quelle est votre position en matière de fusion des intercommunalités? Pour l'instant, nous ne sommes pas concernés, puisque le seuil est à 15000 et nous sommes 17000 habitants, pour 20 communes. Cela nous va bien, car nous donnons la priorité à la ruralité. Si fusion il y avait, il faudrait que ce soit avec une intercommunalité comparable à la nôtre. Pour avoir une gouvernance équitable et équilibrée. Propos recueillis par Carlos Da Silva ■



Une carrière professionnelle dans les travaux publics

Une carrière professionnelle dans les travaux publics Aujourd'hui retraité, Alain Brailly a effectué une carrière professionnelle dans les travaux publics. Lors de son premier mandat de conseiller municipal à Attichy et délégué communautaire, il a été élu au poste d'adjoint aux travaux, pour l'intercommunalité. En 2014, il a succédé à Lucien Degauchy à la présidence de la communauté de communes. ■



VP2 - TRANSPORTS,
INFRASTRUCTURES DE
TRANSPORT...

Gérald Darmanin attendu... à deux pas de la gare

S AINT-POL. Le vice-président de la Région en charge des Transports, qui n'est autre que le maire de Tourcoing Gérald Darmanin, se rendra dans la capitale ternésienne cet après-midi. Il tiendra une conférence de presse à 17 heures, alors que la mobilisation des élus et des usagers

de l'étoile ferroviaire de Saint-Pol ne faiblit pas depuis trois mois pour éviter la suspension des lignes SNCF en septembre 2017, avant la remise à neuf des rails à l'horizon 2020. Qu'annoncera l'élu Républicain? Mystère. On sait seulement que sa prise de parole concernera en parti-

culier l'axe Saint-Pol - Béthune. Des élus de Pernes, à l'origine d'une pétition en ligne qui a pour le moment recueilli 2240 signatures, appellent à un rassemblement citoyen devant la CCI à 16h30, pour ne pas relâcher la pression. Th. B. ■



Un développement régional au détriment de Tergnier?

Les inquiétudes qui agitent les responsables syndicaux du technicentre, le fleuron de la SNCF dans l'Aisne ne baissent pas en intensité. Après une mobilisation le 2 février dans le cadre d'un préavis de grève nationale lancé par les trois syndicats CGT, Unsa et Sud rail auquel FO s'est rallié, leurs représentants sur place ont à nouveau questionné le sujet de l'emploi et de la précarisation des statuts. «Le patron de la société Guillaume Pépy pratique une politique qui sollicite le recours massif aux intérimaires. C'est de l'emploi précaire et dans des proportions qui vont au-delà de l'acceptable», dénonce Stéphane Hardy le secrétaire des cheminots CGT de Tergnier, Laon et Saint-Quentin. L'annonce en décembre dernier du recrutement de 534 nouveaux agents pour la seule

région Haut-de-France recoupe une réalité que ne partagent pas les représentants syndicaux. Cette année, selon M. Hardy «il est prévu de délocaliser les conducteurs de Tergnier à Saint-Quentin. Que va-t-il rester comme cheminots ici?», s'interroge le secrétaire CGT. La véritable question est de ne pas réduire la charge du technicentre à court et à moyen terme Marie-France Bechtel Dans cette sombre perspective, les 325 agents du technicentre demeureraient bien seuls sur la zone d'activité. Encore faut-il nuancer: «Nous avons eu une perte d'effectif d'environ 25% depuis 4 ans. Nous avons terminé l'année 2016 avec une centaine d'intérimaires sur le site», signale à ce propos le responsable syndical. Ce constat est dans une large mesure partagé par la député de

la circonscription, Marie-Françoise Bechtel. Dans un courrier rendu public, l'élu «s'associe à l'inquiétude manifestée par les personnels cheminots quant à la situation critique de l'emploi sur le bassin ternois. Je regrette de voir la SNCF conditionner la création d'emplois aux technicentre à l'amélioration de ses résultats, d'autant que ce centre dispose d'un label européen et qu'il s'agit d'un établissement performant. La véritable question», poursuit encore Mme Bechtel, «est de ne pas réduire sa charge à court et à moyen terme». Une revendication en forme de réflexion à l'heure où l'on reparle du canal à grand gabarit, d'un développement des ports et d'une liaison Le Havre-Tergnier. Yves Klein ■



Calais-Le Boulou c'est reparti !

Après plusieurs mois d'interruption, et le démantèlement de la Jungle entre deux, la ligne de ferroutage Calais-Le Boulou a repris du service mardi dernier. C'est l'exploitant, Viia, filiale de la SNCF spécialisée dans le fret, qui a livré l'information par communiqué dès la réouverture de la ligne. «Après sa suspension en juillet dernier suite à l'augmentation des dégradations à bord des semi-remorques, les mesures de sécurité et de sûreté à Calais ont été renforcées, indique le communiqué de la filiale. Le service d'autoroute ferroviaire VIIA Britannica redémarre ce mardi 7 février, sur la base d'un aller-retour quotidien. Le dispositif de sécurité autour du service de fret ferroviaire a été renforcé à Calais. La mise en place de l'ensemble des mesures a été conduit en collaboration avec le Port Boulogne Calais et SNCF Réseau, et en concertation avec les services de l'État.»

Problèmes de sécurité

Consacrée au fret non accompagné (remorques non tractées), la ligne de ferroutage entre Calais et Le Boulou avait été ouverte avec un peu de retard au mois de mars 2016. Un aller-retour, déplaçant ainsi une vingtaine de remorques, était effectué chaque jour. Mais rapidement, des problèmes de sécurité étaient apparus. Entre Fréthun et Calais, lors du ralentissement du convoi, des migrants pénétraient dans les remorques, lacérant les bâches. En juillet dernier, un ultime épisode qui avait mené à la détérioration de marchandises transportées avait contraint l'exploitant à interrompre le trafic, provoquant l'inquiétude et la colère des syndicats. Une série de réunions, destinées à renforcer la sécurité de l'équipement, s'était par la suite tenue et avait réuni les pouvoirs publics, l'exploitant et les services portuaires. Suite au démantèlement de

la Jungle, et dans le cadre de la reprise du transport fret, Jean-Marc Puissesseau avait indiqué son souhait de voir rapidement rouvrir cette ligne de ferroutage. «C'est une bonne chose, se réjouit aujourd'hui le patron de la société d'exploitation des ports du Détroit. Je suis notamment heureux pour la quinzaine de personnes rattachées au port qui travaillent en lien avec cet équipement. Nous avons investi 7 millions sur cette ligne, qui a vocation à se développer. Elle est d'ailleurs complémentaire des récents aménagements que nous avons réalisés sur le port, notamment avec le dispatch park et les équipements pour faciliter l'accueil et le stockage des remorques non tractées.» Jean-Marc Puissesseau entend à ce titre développer l'ampleur du trafic sur cette ligne. Sylvia FLAHAUT ■



VP3 - FUSION,
ADMINISTRATION
GÉNÉRALE, AFFAIRES
JURIDIQUES...

L'impôt à la source expliqué aux Français

Fiscalité Dès 2018, l'impôt sur le revenu devrait être prélevé directement sur la fiche de paie. Pour rassurer les contribuables, le secrétaire d'Etat au Budget, Christian Eckert, fait un tour de France. Reportage.

De notre envoyée spéciale Aurélie Lebel à Orléans (loiret)

Il a démarré son tour de France sans vélo. C'est plutôt en train que, depuis plusieurs mois, le secrétaire d'Etat au Budget, Christian Eckert, parcourt le pays pour expliquer sa réforme du prélèvement à la source aux contribuables. Car en janvier 2018, et si la mesure n'est pas remise en cause par le président de la République qui sortira des urnes le 7 mai prochain, tout le monde devra y passer : actifs comme retraités.

Chaque mois, le montant de l'impôt sera prélevé automatiquement sur les salaires et les pensions. De quoi éviter les difficultés de trésorerie en cas de changement de travail par exemple. Si la réforme est acceptée par les Français – 75 % d'entre eux y sont favorables ou plutôt favorables selon le ministère* – rares sont ceux qui prétendent avoir tout compris. La preuve dans un centre des impôts d'Orléans, où Christian Eckert s'est arrêté pour la sixième étape de son opération de séduction fiscale.

Là, une vingtaine de personnes l'attendent, chargées de questions. Après quelques minutes pour briser la glace, chacun y va de son incompréhension, de son inquiétude voire de sa peur. « Comment les assistantes maternelles seront-elles prélevées puisqu'elles ont plusieurs employeurs ? » s'interroge un participant. Idem pour les agriculteurs, les indépendants, les jeunes qui entrent dans la vie active... Pour tous, le secrétaire d'Etat a une réponse, rodée. Il faut dire qu'avant Orléans, il y a eu Reims, Montpellier, Rennes... Alors les arguments et les anecdotes sont prêts.

A un interlocuteur qui s'inquiète de l'envolée des tarifs de son comptable, il lance : « Eh bien, changez de comptable ! Ce n'est pas une ligne de plus qui va changer leur charge de travail. L'argument ne tient pas. » Celui de la complexité de la réforme, si. « Déjà, pour nous, c'est très compliqué, poursuit un patron. Mais lorsqu'il va falloir expliquer à mes salariés qu'ils vont pouvoir choisir un taux plutôt qu'un autre, que certains vont voir leur salaire baisser parce

qu'ils seront prélevés automatiquement, ce sera une autre paire de manches ! » Silence approuvatif et inquiet dans la salle.

Mais le tour de France du secrétaire d'Etat n'est que la première manche de l'opération de décryptage menée par Bercy. Les campagnes de pub, courriers et autres fiches pratiques suivront tout au long de l'année. Sauf si la grande réforme du quinquennat Hollande fait plouf. « Il est toujours possible qu'une décision politique l'annule ou la reporte », concède, amer, Christian Eckert. ■

Orléans (Loiret), le 2 février. En tournée de séduction fiscale, le secrétaire d'Etat au Budget, Christian Eckert (à gauche), répond aux questions d'une vingtaine de contribuables.

LP/Olivier Arandel

*Observatoire externe du ministère de l'Economie et des Finances (décembre 2016).



Ce que vous devez savoir sur le prélèvement à la source

Voici les réponses aux questions que l'on se pose sur le big-bang fiscal prévu en 2018.

Je ne vais pas payer d'impôts sur mes revenus 2017

C'est la fameuse « année blanche ». Pour passer au prélèvement à la source en 2018 — et donc prélever directement les impôts, chaque mois, sur la feuille de paie — il fallait logiquement supprimer une année. En 2017, vous paierez en effet vos impôts sur les revenus 2016, comme d'habitude, et en 2018, sur les revenus... 2018.

Attention ! Seule exception destinée aux petits malins tentés d'engranger de belles rentrées d'argent en 2017, dans l'espoir d'être non imposés, les revenus exceptionnels ainsi que les plus-values mobilières et immobilières perçus en 2017 resteront imposés en 2018.

Seul avantage de l'année blanche ? Après votre décès, vos héritiers n'auront plus à payer vos impôts pour l'année en cours.

Je vais perdre Mes réductions d'impôts de 2017

Pas d'inquiétude : les réductions et crédits d'impôts (garde d'enfant, emploi d'un salarié à domicile, dons, rénovation énergétique...) acquis en

2017 seront maintenus et majoritairement versés à la fin de l'été 2018. Un acompte de 30 % sera versé en mars aux ménages bénéficiant d'un crédit d'impôt lié à la garde d'un enfant.

Je n'aurai plus besoin de faire une déclaration de revenus chaque année

Mauvaise nouvelle pour les phobiques administratifs : la déclaration de revenus restera nécessaire chaque année. Elle permettra de dresser le bilan de l'ensemble des revenus et de prendre en compte les réductions voire les crédits d'impôt.

Je pourrai modifier ma situation au cours de l'année

Mariage, pacs, naissance, divorce ou décès : en cas de changement de situation, il suffira de renseigner les informations sur Internet pour adapter automatiquement le taux de prélèvement à la source.

Mon employeur connaîtra ma situation fiscale

La seule information transmise par le fisc à votre patron sera un taux de

prélèvement à appliquer sur votre salaire. Ce taux ne révèle aucune information spécifique car un même taux peut recouvrir des situations très différentes. Exemple : un célibataire percevant 2 025€ net par mois et un couple avec un enfant touchant 5 025€ net par mois ont un taux « réel » de 7 %.

Je pourrai gérer la confidentialité des informations

Si vous le souhaitez, pour pouvoir garantir complètement la confidentialité de votre situation, vous pourrez tout de même refuser que l'administration fiscale transmette un taux « réel » à votre employeur. Pour cela, vous pourrez l'indiquer au fisc dans un formulaire qui vous sera adressé dans le courant de l'été 2017.

A ce moment-là, l'administration fiscale communiquera un taux « neutre » à votre employeur. Ce taux correspond simplement au revenu d'un célibataire sans enfant. Si ce taux implique un prélèvement moins important que ce que vous devez régler, ce sera à vous de verser en parallèle la différence directement au fisc tous les mois. ■

par A.I.



VP4 - DÉVELOPPEMENT
DURABLE, TRI, TRANSITION
ÉNERGÉTIQUE...

La première borne publique de recharge électrique installée

PAR LIONEL MARÉCHAL
fourmies@lavoixdunord.fr
FOURMIES. Qu'est-ce que c'est que ça? Ils sont nombreux les promeneurs (et les automobilistes d'ailleurs!) à s'arrêter sur le site des Étangs des Moines. Plus précisément devant l'hôtel Ibis. Où il y a désormais une borne publique de recharge pour véhicules électriques. Elle a été installée ce lundi dans le cadre du programme d'implantation de ces équipements dans la commune. La ville a en effet décidé de prendre le virage de la Troisième Révolution in-

dustrielle (TRI) et l'arrivée de ces bornes électriques fait partie des actions qui sont engagées. Elles seront au total quatre bornes à être réparties dans Fourmies: deux en 2017, aux Étangs des Moines et bientôt face à l'Écomusée; et deux en 2018, à la gare et face à la cité scolaire Camille-Claudel. Le coût de l'opération s'élève à 48 000 € avec des subventions pour 80% (50 pour l'Ademe et 30 pour le conseil régional). Pour celle qui vient d'être placée, rue des Étangs, elle devrait fonctionner techniquement, c'est-à-dire être bran-

chée, pour la fin du mois. Pour recharger, il faudra attendre le printemps et la mise en place du système de la Région Hauts-de-France qui utilise le réseau «pass pass» (1) - une carte également valide pour d'autres transports en commun, SNCF, bus... Le but étant de proposer une continuité dans la manière de se déplacer. (1)Pour s'inscrire sur Internet: (Lien :) hdf.sodetrel.fr Nous reviendrons ultérieurement sur le fonctionnement de cette borne. ■



VP7 - AGRICULTURE, AGROALIMENTAIRE

L'agriculture productiviste va-t-elle tuer les paysans ?

Pierre Bitoun: «Une cohabitation de plus en plus schizophrénique»

Pierre Bitoun a coécrit avec Yves Dupont «Le Sacrifice des paysans, une catastrophe sociale et anthropologique» (Éditions L'échappée). - Qui a décidé d'industrialiser l'agriculture française ? «L'industrialisation a commencé dès 1945 à pas lents et n'a plus cessé, depuis, de s'accélérer. L'État, les institutions publiques, les firmes privées, le syndicalisme agricole, une partie des paysans eux-mêmes qui, imprégnés de la culture catholique, se sentaient investis de la mission de nourrir le pays après la guerre... Au fond, à l'époque, tout le monde a participé de ce mouvement de modernisation de l'agriculture.» - Comment les paysans ont-ils été convaincus de changer leur façon de travailler ? «Par un énorme travail de stigmatisation, de dévalorisation des anciennes pratiques paysannes et de leur monde. On leur a dit, à grand renfort de travaux d'économistes, de techniciens qui venaient dans les élevages, les champs, qu'avec la mécanisation, l'emploi de pesticides, d'engrais, leur travail serait plus productif, moins pénible. Toutes les institutions publiques ont poussé à l'intensification

avec un discours parfois violent, parlant d'inoculer aux paysans «le microbe modernisation», de les sortir de l'archaïsme. Ce discours a pu prendre car existait un sentiment de honte de n'être qu'un paysan, lié au fait qu'on les considérait depuis longtemps comme des ploucs, des arriérés.» - Ce processus a-t-il été bénéfique, au moins au début ? «Pendant la Reconstruction, il y a eu des bienfaits. Une partie de la paysannerie a eu le sentiment d'accéder à un travail moins difficile grâce à la mécanisation et à un statut de citoyen comme les autres. C'est surtout à partir des années 1960-1970 que leur situation s'est dégradée. Leur travail, de plus en plus productif, permettait de nourrir les villes et d'exporter mais au prix d'un travail de plus en plus lourd au bout du compte et une spirale de l'endettement nécessitant de produire toujours plus. Le recours aux emprunts engendra une perte croissante de leur autonomie et leur inscription dans un lacs de contraintes, de normes... Vinrent ensuite les dégâts écologiques, liés aux remembrements, et sanitaires liés à l'utilisation des pesticides. Autre dé-

gât, le gigantesque travail d'élimination de ceux considérés comme archaïques, condamnés à se reconvertir par un arsenal de politiques économiques, sociales, et aujourd'hui environnementales ou sanitaires. Ce tri a peu à peu contribué à vider les campagnes et y créer un fort ressentiment.» - Et aujourd'hui ? «On est dans une sorte de cohabitation de plus en plus schizophrénique. D'un côté des agriculteurs productivistes, dont une fraction construit des fermes-usines avec de très gros soutiens financiers, et une autre fraction, constamment en crise, qui subit des revenus négatifs et se fait éliminer au nom du tri des plus performants. Performants signifiant accepter la robotisation, la numérisation du travail, le recours aux biotechnologies. Et de l'autre côté, il y a des paysans, soutenus par des consommateurs, qui participent à la revitalisation des campagnes, tendance montante mais encore marginale car les soutiens publics, financiers vont toujours massivement au productivisme.» ■



À Héricourt, l'exemple d'une ferme où «on fait autrement»

C'est un parfum. Pas la puanteur des bouses, ni l'odeur aigre qu'exhale le cuir chaud des vaches couchées sur la paille, mais le doux, l'enveloppant parfum du foin séché. Il éclate dans la vapeur que les bêtes crachent de leurs naseaux en fins nuages, dans l'étable traversée de courants d'air, dans l'humidité froide de ce matin de février, comme au beau milieu de l'été. Michaël Poillion nous explique son secret: le foin, au lieu d'être séché au soleil, est ramassé en vrac sitôt coupé, et séché sous un hangar par de puissants ventilos qui soufflent la chaleur astucieusement récupérée du toit. La technique, utilisée en montagne, permet de conserver les feuilles de la luzerne, «très importantes puisqu'elles contiennent les protéines». Tout est comme ça dans sa ferme. Pensé par rapport à une certaine idée de son métier de paysan: nourrir ses vaches à l'herbe, les mettre à l'étable l'hiver et les laisser paître le restant de l'année, remplacer la culture du maïs par des prairies, panacher son troupeau de holsteins avec des brunes, des normandes, des montbéliardes, une gersienne, des flamandes, bêtes moins «productives» mais plus rustiques, réduire au maximum

l'utilisation des produits phytos, alterner avec bon sens les cultures. À contre-courant du modèle dominant de l'agriculture productiviste. C'est un long chemin de «résistance» entamé depuis la reprise d'exploitation de ses parents, il y a presque quinze ans. «Si j'ai pu le faire, c'est parce qu'eux-mêmes n'étaient pas allés trop loin. Il n'y avait pas d'élevage hors-sol et ils avaient gardé une partie de nourriture à l'herbe, en plus du maïs», raconte l'éleveur. Prendre un tel virage ne se fait pas sans peine dans un monde agricole où tous les vents soufflent en sens contraire: la banque, les aides publiques, les techniciens, le syndicat agricole majoritaire, l'«omnipotente» FNSEA. Mais convaincu que l'avenir de l'agriculture passe par sa ferme plutôt que par celle des millevaches, l'éleveur est déterminé. Quitte à passer pour un marginal. Quitte à se faire des ennemis. Parce qu'il ne se contente pas d'appliquer sa vision à son exploitation mais «veut montrer qu'on peut faire autrement». «Je crois en une agriculture qui raconte une histoire, ancrée dans un territoire, qui répond aux besoins des consommateurs, une agriculture globale qui préserve la santé, l'eau,

l'environnement, pas une agriculture qui extrait du minerai pour produire.» Il sait qu'il a la dent dure comme il dit, mais «c'est contre le système pas contre les agriculteurs pris individuellement». «À 27 centimes le prix du litre de lait en 2016, quand il coûte entre 32 et 35 centimes à produire, vous avez beau baisser les charges, ça ne passe pas.» Michaël Poillion subit comme les autres la crise laitière. Mais la Prospé, la coopérative qui ramasse son lait, devrait d'ici quelques mois le faire dans un camion séparé pour que son «lait à l'herbe» soit valorisé. Une victoire qui le fait espérer. «Une ferme, c'est d'abord un métier vivant. Dire que la robotisation est l'agriculture de demain, c'est faux. Si la technique est une aide à la décision d'accord, si elle devient un dogme, qu'elle vient confirmer que mes animaux ne doivent plus sortir, là je ne suis pas d'accord.» Ses vaches retrouveront le chemin des prairies d'ici un mois. La pluie lavera naturellement leur robe salie par l'hiver et dans les prairies, la bouse sentira bon le printemps. ■



« Le sentiment d'avoir perdu le sens »

« Le nombre de familles accompagnées ne cesse d'augmenter alors que le nombre d'agriculteurs ne cesse de baisser. » Vingt-cinq ans que l'association Arcade accompagne des exploitants en difficulté dans la région. Tout a commencé à l'époque avec les «contrats d'intégration»: «C'est en voyant des voisins, amis, leurs familles en difficulté que des agriculteurs se sont mobilisés pour les aider », raconte Xavier Bonvoisin, d'Arcade. La crise est passée. D'autres ont suivi, secourant les fermes par vagues régulières. Ces dernières années, c'est chez les éleveurs laitiers que les tempêtes sont les plus violentes, ils représentent 60 % des appels à Arcade. Les cotisations sociales à la MSA, les fournisseurs qu'on n'arrive plus à payer... Ne plus s'en sortir est, de loin, le premier motif des appels. « On a poussé les agriculteurs à investir énormément. La mise aux normes des élevages lai-

tiers en est le symbole : ces coûts ne peuvent être rentabilisés qu'avec des élevages importants, donc les agriculteurs se sont regroupés. Les capitaux sont énormes mais la rentabilité aujourd'hui n'est pas là. » Le prix du lait, trop bas.

Une pression énorme

« Certains s'en sortent bien, sont heureux de ce système, il ne faut pas tout noircir. Mais pour d'autres, dans le Boulonnais et l'Avesnois surtout, désavantagés par la géographie, c'est dur:ils ne comprennent pas pourquoi ils en sont arrivés là, à investir tant sans pouvoir rembourser, sans être sûr de pouvoir rester sur une exploitation où ils imaginaient passer leur vie, à se retrouver devant le tribunal, assignés par la MSA. » L'accompagnement n'est pas que technique, social, juridique, il est d'abord humain. « Les gens sont par-

fois si détruits que vous pouvez apporter toute l'expertise, ça ne sert à rien. Ils ont le sentiment d'avoir perdu le sens de leur métier. L'industrialisation a changé leur rapport à la terre, à leurs bêtes devenues des numéros, éliminées si moins rentables, et ils en souffrent. Ils subissent une pression énorme pour être toujours plus performants, alors ils travaillent toujours plus, pour payer les traites. Outre les dépressions, l'alcoolisme, on commence à voir des burn-out. » Remonter une ferme peut prendre des années. Et plusieurs voies. La première, réduire les coûteux engrais, pesticides vendus par des «conseillers». D'autres choisissent de revenir à une taille de ferme qui leur correspond mieux. D'autres encore, «ils n'ont jamais été aussi nombreux», veulent passer au bio. Arcade, Paysans et ruraux solidaires, Tél.:0328413939. ■



"Retrouver des niveaux de compétitivité perdus"

Il représente le principal syndicat agricole, diffuse un indéniab le charisme quand il plonge son regard clair dans les yeux de ses interlocuteurs. Xavier Beulin, président de la FNSEA, a participé hier à l'assemblée générale de l'union des syndicats agricoles à Chauny. L'occasion de présenter son ouvrage Notre agriculture en danger et de répondre à nos questions. Quel est le message que vous êtes venu porter à Chauny avec votre livre? Mon message est tourné vers l'avenir. L'agriculture en France est confrontée à un contexte international très préoccupant, l'élection de Monsieur Trump, l'embargo de la Russie depuis trois ans, le Moyen-Orient, la question du Brexit, sur lesquels nous ne pouvons pas faire l'impasse. Je rappelle, dans ce livre, que l'agriculture française a une particularité, que les autres n'ont pas, ou moins que nous. Elle est très diversifiée. Nous avons des territoires, des productions, un système agricole différent selon les marchés. Cela, on a tendance à le gommer, ce qui est une

erreur de fond. Le circuit court est opposé à l'export, le bio à l'agriculture conventionnelle. Nous avons besoin de tout cela. C'est cela qui fait la richesse de l'agriculture française. Nos principaux concurrents ne sont pas à l'autre bout du monde Xavier Beulin, président de la FNSEA Il y a des atouts mais pourquoi cela ne marche pas? Il y a des questions de compétitivité qu'il ne faut pas nier, avec des coûts supérieurs à d'autres. Il y a un problème fondamental que je ne suis pas le seul à dénoncer. Depuis plusieurs décennies, la croissance en France a été tirée par la demande. Ce que je suggère, c'est que l'on ait un mouvement de balancier, pas à 180 degrés. Mais il faut trouver un équilibre entre le soutien de la demande et de l'offre. C'est quoi? C'est l'innovation, la recherche, retrouver des niveaux de compétitivité perdus avec certains de nos voisins.

Le prix de la diversification à la française

Il y a trop de contraintes? Nos principaux concurrents ne sont pas à l'autre bout du monde. Ils sont à l'intérieur de l'Union européenne. Ils produisent souvent à des prix inférieurs à nous. Mais il faut aussi qu'avec notre agriculture très diversifiée, on puisse disposer de prix. Les relations avec la grande distribution sont un des sujets. Sur les marchés internationaux, quatre à cinq gammes de volailles différentes sont produites avec de grandes chaînes de production qui existent ailleurs. En France, nous avons trente à quarante poulets différents. Tant mieux. Entre les deux systèmes, il y en a un qui est un peu plus coûteux. Mais cette diversification à la française, on ne la retrouve pas dans les prix. Propos recueillis par Thierry de LESTANG PARADE ■



Non au revenu universel pour les agriculteurs

Il ne s'en cache pas, Xavier Beulin entend bien peser sur l'élection présidentielle, en affectant toutefois de ne pas soutenir un candidat en particulier. Il explique ainsi ses intentions: «Cela veut dire convaincre les trois ou quatre personnes qui ont une chance d'arriver au second tour du bien-fondé de nos propositions. Nous en avons treize, très concrètes, comme la demande d'un statut d'agriculteur.» À propos de l'affaire

François Fillon, il déplore: «Les dégâts collatéraux sont l'absence de débat de fond». Xavier Beulin a un autre regret de taille: «Le débat européen est absent, comme le débat agricole. À la primaire de la droite et du centre, à la primaire du PS, qu'est ce qu'on a dit sur l'agriculture? Benoît Hamon a dit que le revenu universel, c'était, en gros, pour les agriculteurs. Je réfute complètement cela. Autant, nous avons besoin d'accompagner les

plus fragiles d'entre nous. Mais si demain, l'agriculture a une vocation sociale avec un revenu de substitution, cela ne va pas. Nous voulons parler d'agriculture, d'Europe, d'économie, de la diversité agricole qui est pour nous fondamentale. Nous devons l'assumer en tant que telle.» Et d'insiste: «Pour nous, la France doit rester un pays de producteurs.» ■



Agriculture : les défaillances d'exploitations en forte hausse

Les redressements ou mises en liquidation ont augmenté de 4 % en 2016. En crise profonde, le secteur est le seul à afficher cette tendance.

L'agriculture est à la traîne. C'est la seule activité économique où les défaillances d'entreprises se sont encore aggravées en 2016, avec une nouvelle hausse de +4 %, pour 1.331 redressements ou mises en liquidation. Certaines productions agricoles sont encore plus mal loties que l'ensemble du secteur. C'est le cas de l'élevage, où les défaillances ont fait un bond de +30 % pour ce qui concerne la production laitière et +83 % dans le cas des élevages de porcs.

Dans tous les autres secteurs de l'économie, elles ont diminué de plus de 8 % selon la société Altares. Les entreprises non agricoles ont gagné en profitabilité, selon Thierry Millon, le directeur des études chez Altares, grâce aux mesures gouvernementales telles que le Cice (crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi), le pacte de responsabilité ou la baisse du pé-trole.

Dans le secteur de l'agriculture, accablé par deux années de crise très profonde - crise du porc, impact de la fin des quotas laitiers... -, cela n'a pas suffi. Pourtant, selon le ministère de l'Agriculture, l'Etat a accordé 2,8 milliards d'euros d'allègements de charges sociales et fiscales supplémentaires aux entreprises agricoles et agroalimentaires en 2016 par rapport à 2012, à la veille de la mise en oeuvre du Cice et du pacte de solidarité.

Il faut néanmoins noter que l'essentiel de la baisse de charges (1,14 milliard) qui bénéficient aux exploitants agricoles concerne les charges patronales. L'impact du Cice, lui, est près de trois fois moindre, à 392 millions d'euros, tandis que la baisse des cotisations individuelles des exploitants a atteint 675 millions d'euros. Xavier Beulin, le président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA), met en garde contre une interprétation trop rapide des chiffres et souligne que « les charges sociales des agriculteurs ont baissé parce que leurs revenus ont baissé ».

En 2017, « l'impact de ces allègements devrait plus se ressentir en 2017 du fait de la mesure annoncée par Manuel Valls, Premier ministre en février 2016, de diminution de 10 points des charges sociales combinée à un revenu en retrait », précise encore Xavier Beulin. Et pourtant, la FNSEA s'attend à une accélération des défaillances cette année.

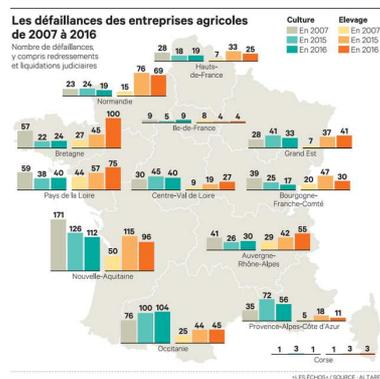
Selon le ministère de l'agriculture, la diminution des charges sur l'ensemble de la filière devrait atteindre 4,06 milliards d'euros au total, dont 2,26 milliards bénéficiant aux agriculteurs et 1,8 milliard aux coopératives et aux industries agroalimentaires.

Pas mieux en fin d'année

Tous secteurs de l'économie confondus, le quatrième trimestre a vraiment confirmé l'amélioration de l'état de santé des entreprises françaises, avec une nouvelle baisse des défaillances par rapport à la même période des trois années précédentes. Là encore, l'agriculture est à contre-courant. On ne voit pas poindre le moindre signe d'amélioration en fin d'année.

Au global, l'emploi dans les secteurs de l'agriculture et de l'agroalimentaire représente 1.200.000 salariés équivalents temps plein, employés par 241.000 établissements - une masse salariale de 34 milliards d'euros, dont 23 milliards d'euros entrant dans l'assiette du Cice. ■

par Marie-Josée Cougard



VP8 - CULTURE

Tourisme de mémoire: l'autre visage du territoire

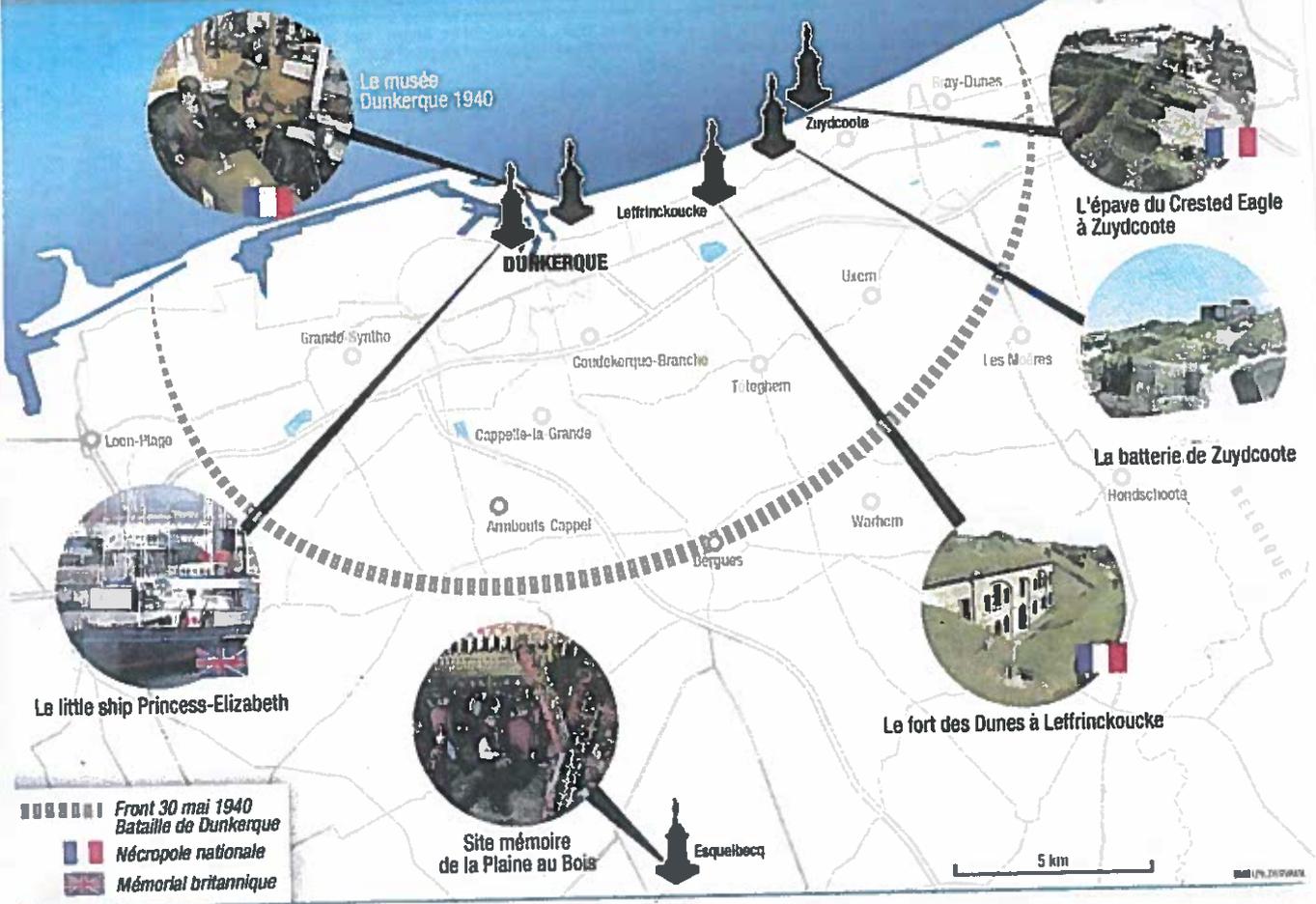
PAR BENJAMIN CORMIER
dunkerque@lavoixdunord.fr
DUNKERQUE. 1.Des sites incontournables. Dans son dernier «Datafolio transfrontalier», l'agence d'urbanisme de Dunkerque explore les lieux de mémoire de la dernière guerre sur notre territoire. Et ils ne manquent pas: le little ship Princess-Elizabeth dans le bassin de la Marine, le mémorial du Souvenir (qui a accueilli 23444 visiteurs en 2014), le fort des Dunes (3500 visiteurs) et la batterie de Zuydcoote à Leffringkoucke, le site de la Plaine au bois (5500 visiteurs) à Esquelbecq,etc. 2.Épaves, blockhaus, cimetières. À côté de ces sites aujourd'hui bien identifiés, le territoire compte aussi une quarantaine d'épaves en mer et sur les plages, une multitude de

blockhaus et de batteries (Gravelines, Oost-Cappel, Grand-Fort-Philippe, Zuydcoote, etc.), une cinquantaine de cimetières (dont des britanniques à Dunkerque et Esquelbecq) et des nécropoles, sans compter les stèles et monuments aux morts dans les villes et villages. On recense aussi un petit patrimoine mémoriel, avec les traces d'un camp de prisonniers à Drincham et des peintures murales au presbytère de Brouckerque. 3.Valoriser. Une dynamique de valorisation de ce patrimoine est en marche, avec la candidature du territoire pour obtenir le classement Grande Site de France, qui repose (en partie) sur le tourisme de mémoire. La CUD met aussi en place un outil réglementaire: une aire de valorisation de l'architecture et du patrimoine (AVAP) pour le pa-

trimoine de la Reconstruction. Le mémorial du Souvenir s'agrandit pour devenir Musée Dunkerque 1940 - Opération Dynamo. 4.Un réseau régional. Après les Chemins de la mémoire 14-18, la Région poursuit la mise en réseau des sites avec déjà 37 sites en Nord- Pas-de-Calais pour la Première Guerre mondiale et une dizaine pour la Seconde. 5.En Belgique aussi. La Flandre-Occidentale veut aussi être la destination d'un «tourisme de paix», en finançant des infrastructures et en rénovant des musées (Ostende, Nieuport, Zonnebeke). Les traces d'un passé militaire sont très présentes à Dixmude, Langemark, Poperinge ou Ypres. ■



Les sites de Mémoire de la Seconde Guerre mondiale dans le Dunkerquois



VP9 - FORMATION ET RELATIONS AVEC LES ENTREPRISES

Calais dope le business franco-anglais

Ce n'est pas une visite de courtoisie mais un échange qui entre dans un cadre bien précis, construit et de longue haleine. Après s'être rendue à Ashford en septembre dernier, Natacha Bouchart reçoit aujourd'hui une délégation d'une vingtaine d'entrepreneurs britanniques, venus du Kent pour passer une journée avec leurs homologues calaisiens. Ils ne seront pas là pour faire du tourisme, même s'ils vont détailler la maquette de la ville et ses projets structurants, mais bel et bien pour faire des affaires.

Du business Gagnant - gagnant

« Cette journée, voulue et initiée par Natacha Bouchart dans le cadre de

l'année britannique, est portée par notre service, à savoir le marketing territorial, et par Calais Promotion, résume Pascal Martinache. L'enjeu de cette journée est clairement de rappeler la position stratégique de la ville sur le plan national, voire européen. » Car brexit ou pas, le besoin de business des deux côtés du Détroit reste le même. Et le référendum outre-Manche de l'année dernière ne fait finalement que renforcer le besoin sur le plan économique d'échanges entre les deux pays. Et dans ce contexte, Calais reste une porte incontournable avec des atouts, des projets structurants, une vraie capacité d'accueil sur le plan foncier, un marché immobilier plus intéressant que le marché britannique. Et surtout une envie de ren-

forcer des liens existants. Et d'en nouer de nouveaux. Cette journée est une journée d'échanges entre professionnels du Calaisis et du Kent qui vont avoir tout loisir d'apprendre à mieux se connaître pour, demain, mieux travailler ensemble. « Faire du réseau, c'est exactement le but de la rencontre, confirme Pascal Martinache. Sous la forme de tables à thème autour desquelles les conversations vont se faire le plus simplement du monde. » Du gagnant-gagnant dont les deux territoires et leurs forces vives respectives peuvent tirer profit. Laurent GEUMETZ ■



Pierre Gattaz, les confidences du MEDEF à 500 patrons de la région

Par Yannick Boucher
economie@lavoixdunord.fr
Marcq-en-Barœul. Ce fut une salle comble à la cité marcquoise des Échanges pour le business club présidé par Pascal Boulanger et animé par Olivier Talbert, 148 membres en Flandres mais plus de 500 chefs de PME hier à déjeuner pour écouter se mettre à table le patron des patrons français. Au menu, du varié dans le style à la carte de celui qui cédera sa place en juin 2018, au terme de son mandat. Le MEDEF publiera la semaine prochaine son argumentaire pour «sauver la France et parvenir au plein-emploi», résumé hier par Pierre Gattaz: «Aller vers le plein-emploi par l'entreprise permettrait de créer 2,5 millions d'emplois. On le fera avec de la croissance pour faire marquer les entreprises, qui pourront alors embaucher. En 2013, j'avais lancé l'opération un million d'emplois d'ici cinq ans. On sait ce qu'il faut faire,

c'est d'une simplicité biblique et c'est totalement délirant de ne pas le faire en France.» Pierre Gattaz déroule. Les 2,5 millions d'emplois, «l'Allemagne l'a fait en dix ans, l'Angleterre en cinq ans». La baisse des charges, «elle commence à fonctionner, il faut être patient. L'économie de la France, même avec une croissance atone, a su créer 120000 emplois. Nous proposons une baisse de 100 milliards d'euros des cotisations sociales et fiscales des entreprises». Les marges? «Elles sont passées de 28 à 32% quand la moyenne européenne est à 40%. On n'y sera pas à la fin du pacte de responsabilité (qui reste mon meilleur souvenir en tant que président du MEDEF, c'était le 31 décembre 2013 avec les vœux de Hollande, j'y avais beaucoup travaillé avec Emmanuel Macron, son conseiller économique, mais on n'y croyait plus, personne ne l'a vu venir.» D'ailleurs, la création

d'emplois semble valoir pour tout le monde, y compris pour les élus politiques qu'il est d'usage de tisonner un peu pour s'accorder la sympathie d'une salle qui prétend les subir à longueur d'année. «Élus, ministres, plaide le président du MEDEF, créez vous-mêmes ne serait-ce qu'un emploi. Et envoyez les énarques dans les entreprises.» Applaudissements nourris. Sur les effets de seuil: «Passer de 49 à 50 salariés coûte presque autant que pour les 50 premiers. Il faut sécuriser les licenciements économiques, par la loi. Ce qui permettrait de lever les freins à l'embauche.» Olivier Talbert pose la question à la salle. «Qui cherche ici à embaucher?» Beaucoup de mains levées, réjouissant. «Qui utilise Pôle emploi?» Moitié moins de mains, comme pour Le Bon coin. «Qui utilise les CCI pour son développement?» Trois mains se lèvent. Aïe. ■



Fillon et Macron dans l'ordre

Impossible d'esquiver le sujet de ses préférences entre les différents programmes des candidats à la présidentielle. Sans surprise, Pierre Gattaz vote d'abord François Fillon (LR), ce qui provoqua une salve d'applaudissements dans la salle: «Il a le programme le plus abouti au plan économique. On le dit ultralibéral mais ça veut dire quoi quand on regarde ce qui se passe à Shanghai,

Porto Alto ou Séoul? Fillon est d'abord pragmatique, c'est tout.» Emmanuel Macron? «On se connaît bien mais on connaît moins son programme économique. Je n'ai aucun doute sur sa pensée profonde, il partage beaucoup de nos convictions. Il a fait un pas intéressant sur l'ISF qu'il restreint à l'immobilier, en écartant l'imposition sur le travail. On verra la suite.» Les autres? «Après, c'est du

grand délire. Benoît Hamon ne veut pas de croissance. Alors qu'est-ce qu'on fait, nous, les entrepreneurs? Un petit tennis tous les après-midi? Nous, on se bat pour aller chercher la croissance... Quant à Marine Le Pen, il y a des choses intéressantes sur les PME. Mais la retraite à 60 ans, la sortie de l'euro, c'est insensé. Et attention au repli sur soi.» Y. B. ■



VP10 - ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR, RECHERCHE,
UNIVERSITÉS

Cinq mois après son ouverture, le campus gare est inauguré

ROUBAIX. Un moment symbolique et officiel a eu lieu hier matin à Roubaix: la coupure du ruban d'inauguration du campus universitaire de la gare. Symbolique parce que 2400 étudiants foulent la cour dite de la petite vitesse depuis la rentrée de septembre et que les 217 studios de la résidence étudiante n'ont heureusement pas attendu les

discours pour être occupés. Officiel parce que les nombreux partenaires institutionnels d'un projet de 22,2 millions étaient tous représentés. L'inauguration était suivie de la pose de la première pierre du futur bâtiment de l'IUTC certifié Bâtiment énergie positive (Bepos). Actuellement situé près d'Eurotéléport, l'IUT s'y installera en 2018. Ses 1 300 étu-

dants rejoindront les 2 400 de Langues étrangères appliquées (LEA) et de l'Institut du marketing et du management de la distribution (IMMD) déjà présents dans un campus, dont chacun a pu constater la modernité. CH.-O. B. ■



VP11 - LYCÉES

Ils font la fierté du lycée agricole

Les Ovinpiades des Hauts-de-France La huitième finale territoriale des Hauts-de-France des Ovinpiades a réuni 33 élèves de 16 à 24 ans, issus de six établissements d'enseignement agricole. C'était le 25 janvier à la ferme ovine de Martial Loncke à Velennes, dans l'Oise. Les candidats ont dû se soumettre à des épreuves alliant théorie et pratique: l'évaluation de l'état d'engraissement et poids d'agneaux de boucherie, le choix d'un bélier, le parage des ongles, le tri de brebis avec lecture de boucles électroniques, la manipulation et l'évaluation de l'état corporel, le quizz et la reconnaissance des races. Suite à cette compétition régionale, très disputée, Simon Romankow et Océane Foulques, tous deux étudiants au lycée agricole de Thiérache basé à Fontaine-lès-Vervins, ont gagné le titre de Meilleurs jeunes bergers des Hauts-de-France. Ils sont arrivés en tête du classement régional, et pourront donc espérer conquérir le titre national de Meilleur jeune berger, lors de la 12e finale nationale des Ovinpiades, qui se déroulera le 25 février au salon de l'agriculture à Paris. Ils représenteront leur région face aux 36 autres candidats. Océane Foulques est une

Isarienne de 19 ans, en 1ère de Brevet de technicien supérieur de production animale (BTSA). Son père est peintre et sa mère comptable, c'est son parrain qui lui a donné la passion de la ferme, elle y passe toutes ses vacances, plus tard elle voudrait s'installer comme agricultrice. Ce qui lui plaît au lycée, «c'est qu'il y a une exploitation et l'ambiance y est familiale.» Simon Romankow, 20 ans, n'a pas de mal à manipuler les brebis. Il est en deuxième année de BTSA. Il vient de la Meuse, ses parents sont agriculteurs et éleveurs de vaches allaitantes. Il aime les animaux et voudrait s'installer comme agriculteur pour élever du mouton. Il apprécie l'exploitation du lycée: «il y a plusieurs ateliers et sa classe est soudée.» Le Trophée national des lycées agricoles Six candidats du lycée agricole vont se présenter au Trophée national des lycées agricoles (TNLA) lors du concours général agricole à Paris, du 1er au 5 mars, pendant le salon de l'agriculture à Paris. Les candidats doivent passer plusieurs épreuves. La première: la communication, avec la création d'une affiche intitulée L'élevage, une passion d'avenir et la réalisation d'un blog, Les Flam'stein. Les élèves

doivent aussi présenter le lycée et la région dans une mise en scène. La manipulation et la contention d'un bovin en toute sécurité sera la deuxième épreuve. La présentation des vaches se fera sur le ring et en anglais. Les élèves seront également notés sur leur implication sur le salon et la tenue du stand. Six élèves vont représenter le lycée à ce trophée, parmi lesquels Emma Nizet et Anthony Jung. Emma Nizet est une Ardennaise de 18 ans, en première année de BTSA. Son projet: être conseillère professionnelle puis s'installer en élevage bovin laitier, ses parents sont d'ailleurs en production laitière et bio depuis cinq ans. Elle loge à la résidence d'étudiants à Vervins, apprécie aussi le lycée parce qu'il propose beaucoup d'ateliers, d'animations et qu'il est convivial. Anthony Jung, 19 ans, est en première année de BTSA, ses parents sont en production laitière à Château-Thierry, exploitation qu'il espère reprendre bientôt. Il apprécie le dynamisme du lycée et ses nombreuses options. Le soir, à la résidence, les élèves travaillent en groupe les épreuves du TNLA, et préparent leur descente à Paris. ■



Tout ce que vous ignoriez sur le lycée agricole de Radinghem

Par Aurélie Chupin
montreuil@lavoixdunord.fr Radinghem. 1 Une ferme à la pointe de la technologie L'étable a été construite il y a trois ans et a coûté trois millions d'euros. Elle est même adaptée aux handicapés. L'espace accueille 85vaches laitières et un troupeau de 100brebis. À l'étable, les animaux peuvent être nourris, soignés et la traite est faite tous les jours, comme dans une vraie ferme. 2 Des formations agricoles, mais pas que Le lycée a investi 500000euros il y a trois ans dans un plateau technique dédié

aux métiers des services à la personne. Car le lycée permet aussi d'effectuer un bac pro dans ce domaine. Des studios ont été construits pour ressembler à de vrais appartements pour que les élèves s'entraînent et reproduisent les gestes qu'ils seront amenés à pratiquer lorsqu'ils seront dans la vie active. Il y a un lave-linge, une cuisine, des lits médicalisés mais aussi un espace bébé ou personne à mobilité réduite. 3 Un ramassage par autocar à l'étude C'est le principal souci que rencontre la proviseure, Sonia Finet.

Les 200élèves habitent souvent loin de l'établissement et il n'y a pas de car qui prenne les adolescents chez eux et les dépose au lycée. Un cassette qu'entend régler Sonia Finet: «On travaille avec le conseil départemental et régional, il faut que ce soit réglé rapidement car on commence les inscriptions.» La solution trouvée permettrait à certains internes actuels de prendre le car et donc de libérer des places à l'internat pour de nouveaux étudiants. ■



Six élèves représenteront le lycée au salon de l'Agriculture de Paris

Valentin, Baptiste, Florian, Camille, Antoine et Hugues se rendront du 25 février au 5 mars au salon de l'Agriculture pour représenter leur lycée lors du trophée national des lycées agricoles. À la clé, s'ils gagnent, une belle reconnaissance de leur travail et de leur établissement. Mais pour ça, les jeunes vont devoir passer une série d'épreuves. Certaines sont déjà engrangées comme la création d'une affiche ou encore d'un blog.

La 7e Compagnie

Ce dernier «présente le lycée, ses formations et des sujets sur l'agriculture» selon François Desrues, professeur de zootechnique animale qui coache les apprentis agriculteurs. D'autres tests se dérouleront devant le public et un jury lors du Salon. Le plus impressionnant sera certainement l'épreuve de présentation. Une saynète d'une durée de cinq minutes doit être écrite par les jeunes et être

présentée devant le public. Les lycéens devront être déguisés selon leur inspiration. Eux ont choisi pour thème le film La 7e Compagnie. Ensuite, les six compétiteurs doivent présenter leur lycée et leur formation, en anglais.

Un défilé et un discours en Anglais

La dernière épreuve consiste à faire défiler la vache, un véritable ballet pendant lequel aucune faute n'est permise. C'est l'occasion pour les professionnels qui constituent le jury de tester le professionnalisme des élèves. Si pour le blog et l'affiche, le travail est terminé, il n'en est pas de même pour la saynète que tous répètent sans relâche. C'est d'ailleurs ce qui stresse le plus les élèves. «Le fait qu'il y ait beaucoup de monde» est une inquiétude pour Hugues. Ce trophée national est très prenant pour les étudiants, tous en première

année de bac pro conduite et gestion de l'exploitation. François Desrues, leur enseignant référent estime que la préparation au concours leur prend deux à trois heures sur leur temps personnel.

«Ils se transforment»

Ce concours transforme les élèves d'après l'enseignant. «Au début, certains ne sont pas très à l'aise à l'oral et une fois sur le grand ring pour le défilé, ils se transforment. L'an dernier, c'était impressionnant. Une fois le concours passé, ils étaient plus autonomes techniquement et ils géraient toutes les tâches du quotidien», constate François Desrues. Pour l'instant, les étudiants sont en phase de préparation. Le départ pour Paris et le concours, c'est après les vacances, «on ne va pas en profiter» prédit Antoine. Révisions en perspective. ■



VP13 - JEUNESSE ET SPORTS

«Enfin!» la réouverture du stade couvert se confirme pour avril

PAR EMMANUEL CRÉPELLE
lens@lavoixdunord.fr LIÉVIN.
Cinq lettres comme un soupir de soulagement collectif : E-N-F-I-N! Après presque cinq années de fermeture voilà que le stade couvert de Liévin voit partir progressivement les ouvriers. Il y a encore quelques semaines, la piste était couverte d'échafaudages et de 250t de matériel. Entre le 15 et le 30mars, la commission de sécurité inspectera les moindres recoins et sera la seule à pouvoir donner le feu vert à la réouverture. Sans vendre la peau de l'ours, hier, la présidente du syndicat mixte, Florence Bariseau, s'est dit évidemment confiante et a esquissé la prochaine feuille de route du stade couvert qui sera à écrire dans le pro-

jet d'établissement par les actionnaires (Région 40%, Call 35% et Département 25%). Confirmation n°1, l'équipement aura une triple vocation: sportive, événementielle (avec des salons) et culturelle (concerts, spectacles); confirmation n°2 la fédération d'athlétisme veut renouer avec le meeting dès 2018. Pour faire tourner la machine, le syndicat mixte a besoin d'un budget de fonctionnement de 2 à 3M€, peut-être plus selon les ambitions qui seront les siennes. Cette réouverture est en tout état de cause une excellente nouvelle pour le territoire qui récupère la jouissance d'un équipement structurant unique en son genre. C'est la fin ou presque d'un feuilleton qui a débuté en 2012 avec la chute d'une poutre.

D'expertise en expertise, l'assurance dommage ouvrage a consenti à payer 5,6M€ pour remettre en état la charpente défectueuse (on a relevé un total de 3km de fissures à des degrés divers) ; la ville de Liévin assume elle 500000€ de travaux sur la partie la plus ancienne (en tant qu'ancienne propriétaire). Reste à trouver un arrangement pour la perte d'exploitation de ces quatre dernières années qui a été évaluée à 2M€. Mais cela viendra dans un deuxième temps. L'important étant aujourd'hui de remettre en état la piste et de relancer l'outil auprès des tourneurs (la jauge concert est toujours de 14000places) et des organisateurs de salons. ■



La programmation 2017

Évidemment pour une reprise, la programmation des événements 2017 est volontairement modeste. Parce qu'on ne pourrait prendre des engagements sans être certain de la réouverture. D'autant plus que depuis la fermeture du stade couvert de Liévin d'autres structures régionales sont sorties de terre. Les grandes am-

bitions, on devrait les retrouver dès l'année 2018 avec notamment le retour du meeting d'athlétisme. Parmi ce qui est déjà acté pour 2017: - 4 mars, meeting de médecine (amphi); - 8 et 9 mars, congrès national des sapeurs-pompiers (amphi); - 14 mars, réunion Leroy-Merlin (amphi); - 13 et 14 mai: duathlon dans l'Aréna;

- 9 et 16 juin; 25, 26, 27 août: FFF arbitrage (amphi); - 3 et 4 octobre: congrès des pompiers; - 6, 7 et 8 octobre: foire commerciale dans l'Aréna; - 14 et 15 octobre: salon du mariage dans l'Aréna; - 21 et 22 octobre: salon de l'habitat dans l'Aréna. ■



VP14 - RURALITÉ,
DÉVELOPPEMENT DU
NUMÉRIQUE, FAMILLE...

Quels résultats pour la politique de contrôle des allocataires du RSA?

PAR LAURENT DECOTTE
region@lavoixunord.fr NORD.
Pour la première fois depuis longtemps, le nombre de foyers allocataires du RSA a baissé dans le Nord. Un recul de 3,5% entre 2015 et 2016 que la majorité départementale de droite emmenée par Jean-René Lecerf porte essentiellement au crédit de ses nouvelles politiques. «Tendance nationale! La baisse est de 3,3% en France», conteste le socialiste Roger Vicot. «Sans qu'ailleurs on ait eu besoin de mettre en place ces mesures stigmatisantes», ajoute le président du groupe PS, Didier Manier. Il fait allusion à l'une des politiques, celle dite «droits et devoirs» lancée en juin et dont on a les premiers résultats chiffrés: 108000 allocataires du RSA dont près de 75 000

censés relever de Pôle emploi (les autres d'un suivi social). Or, sur ces 75 000, 45000 n'y sont pas inscrits alors que c'est une obligation, a constaté le Département. Un courrier a pour l'instant été adressé aux «premiers» 15 000: la moitié s'est (ré) inscrite à l'organisme de recherche d'emploi, un millier d'autres a aussi répondu, mais a été orienté vers un accompagnement social. Et 6500 autres n'ont pas répondu et se sont vu infliger une ponction de 100€ de leur RSA. Et la sanction de niveau 2, soit la suspension du RSA pendant quatre mois, est pour l'instant appliquée à 450 personnes qui n'ont toujours pas répondu, sur les 5 000 premiers courriers. «On est surpris par l'ampleur des chiffres», lâche Olivier Henno, vice-président UDI du Dépar-

tement. Si on extrapole, autour de 4% de l'ensemble des allocataires n'ont pas réagi malgré les relances. «3 à 4% de fraudeurs, c'est ce qu'on a toujours dit», relativise-t-on à gauche. «Et encore, ces 450 ne sont pas tous des fraudeurs, certains sont complètement déconnectés, ils n'ouvrent pas leur courrier...» «On agit vraiment au cas par cas, les décisions sont collégiales et prises après un large débat où les représentants des allocataires ne sont d'ailleurs pas toujours les plus tendres», se défend Olivier Henno. «Montrer que la dépense sociale est bien gérée c'est apaiser la société», insiste-t-il. «C'est l'inverse», proteste Didier Manier. «C'est aller dans l'air du temps, celui où l'on pointe l'assistanat.» ■



FRANCE

L'école, une " bulle d'oxygène " pour les migrants

A Grande-Synthe, des dizaines d'enfants kurdes, syriens ou pakistanais sont accueillis dans les classes

Il y a trois " *petits nouveaux* ", cet après-midi de janvier, dans la classe de maternelle de Julie Soyez : Rojan, 3 ans, Ahmed Shanga, 5 ans, et Mohamed, 7 ans – " *trois inséparables* ", glisse l'enseignante de l'école Ferrer de Grande-Synthe (Nord). Les deux plus jeunes, assis à la même table, s'affairent à clouer sur des planchettes des formes géométriques en caoutchouc coloré. -Debout entre leurs deux chaises, une main sur chaque dossier, -Mohamed leur souffle des conseils dans une langue qui laisse leurs quinze camarades de moyenne section circonspects.

" *De l'anglais ?* ", demande une brunnette installée à la table voisine, ses petits doigts collant et décollant des languettes de papier mais le regard rivé sur le trio. " *Non, du kurde*, lui répond Adeline Markwitz, la directrice, venue prêter main-forte pendant que ses élèves de petite section font la sieste. *Tu te souviens ? Je t'ai montré sur le planisphère d'où ils sont partis.* "

Impossible, à leur arrivée, il y a une heure, de répartir les trois -enfants en fonction de leur âge. " *Mohamed n'a pas voulu aller en CP. Il veille sur ses cadets*, ex-plice Julie Soyez. *C'est le premier jour, il se laissera peut-être convaincre demain... s'il revient.* " Car nul n'ignore, dans cette ville voisine de Dunkerque où a ouvert il y a bientôt un an le seul camp humanitaire de France, que chaque nuit offre une nouvelle occasion de tenter de passer en Angleterre aux quelque 1 200 migrants, dont 140 enfants selon le recensement de janvier, qui y sont

massés.

Alors, que les petits natifs de Grande-Synthe puissent surnommer " *les Anglais* " ces camarades de passage, venus du Kurdistan irakien pour la plupart mais aussi d'Iran, de Syrie ou du Pakistan, fait sourire les enseignantes. " *Le comble de l'ironie* ", lâche Adeline Markwitz. La jeune femme aime rappeler un autre " *bon mot* " de ses élèves qui, à ses yeux, leur sied mieux : " *Les enfants de la lumière.* " Du nom du camp de la Linière, ainsi nommé à cause de l'ancienne usine de triage de lin qui lui fait face.

Milan, Saya, Baban... sur une feuille A4, la directrice a dressé le tableau des présents depuis la rentrée de janvier. " *Huit journées pleines... et vingt-huit enfants qui ont défilé.* " Le constat est le même dans les écoles Curie, Daubié, ainsi qu'au collège Dumoulin et, depuis peu, au lycée du Noorderover où, chaque après-midi, le car de la mairie passe -déposer les enfants du camp vers 14 heures, et les récupère à 16 heures. Leur présence est en dents de scie, à l'image des effectifs " *en accordéon* " dans les baraquements de bois de la Linière, supposent les enseignants.

" *La fleur au fusil* "

Mais pas seulement. Il y a les -enfants qu'ils ne reverront pas parce qu'ils ont réussi à traverser la Manche. Et tous ceux qu'ils -accueillent par intermittence parce que leurs parents préfèrent les garder près d'eux. Ils ont " *leurs raisons* " : soucis de santé, fatigue extrême, espoir d'un départ imminent agité par

les réseaux mafieux... Sans compter les activités proposées *in situ* par les associations qui se démènent pour faire oublier aux enfants cette vie d'errance.

" *Qu'importe finalement le nombre*, défend Nathalie Benalla, directrice de l'école Curie où une vingtaine d'enfants du campement se sont relayés depuis la rentrée, sept à huit régulièrement... mais aucun ce lundi. *L'école n'en joue pas moins son rôle : être une porte d'entrée dans la cité, faire vivre les valeurs de la République pour ces enfants du bout du monde mais aussi pour ceux d'ici.* " Une mission que la communauté éducative, sur ces anciennes terres sidérurgiques marquées par les vagues d'immigration successives, a relevée avec volontarisme. " *Avec exemplarité, même*, raconte Carole Boyer, inspectrice de la circonscription : *Je n'ai pas eu besoin de défendre le projet. Dès le départ, je n'avais face à moi que des directeurs d'école partants !* "

Au printemps 2016, trois options se dessinent : ouvrir une école dans le campement, comme près de la " *jungle* " de Calais, affecter tous les enfants dans une seule école ou les répartir. C'est cette voie – " *celle de l'inclusion véridique* ", défend Mme Boyer – qui est choisie. L'inspection d'académie délègue des moyens en plus. L'engagement, l'enthousiasme des enseignants font le reste. Ils lèvent les craintes que peuvent exprimer, du bout des lèvres, certains parents. " *Ces enfants sont-ils vaccinés ?*" " *Est-ce que leur présence ne va*

pas nous accaparer ?" C'est moins du rejet que de l'appréhension", note Adeline Markwitz.

Pour dissiper les inquiétudes et bâtir des passerelles, l'école reste ouverte durant les congés d'été, de la Toussaint, de Noël. Une garderie à ciel ouvert, du lundi au vendredi, est organisée. " On a préparé des gâteaux, récupéré des trottinettes, des jeux, de la pâte à modeler... C'était la fête, raconte Marine Carpentier, maman d'un garçon en CM1, et Cindy Demazières, qui a une fillette en CE2. Il suffit de voir ces enfants débarquer, avec leur sourire jusqu'aux oreilles, en criant "school, school" pour ne plus avoir de doutes !"

Pédagogiquement, les équipes défendent la " souplesse ". Du " cas par cas " ou presque : " Il faut s'adapter aux besoins, aux parcours, au vécu... Ces enfants font bouger les pratiques ", explique Peggy Deboudt, -conseillère pédagogique. A l'école Curie, la réforme des rythmes scolaires a été mise à profit : on propose aux enfants du théâtre, de la musique... A Ferrer, l'accent est mis sur les ateliers en autonomie mais aussi sur de petites séances de lecture et de langage collectives. Tout cela en français ? " Ce devrait être une priorité, reconnaît Lisa Taccœn, institutrice spécialisée dans la prise en charge des élèves dits allophones. Mais le principe de réalité l'emporte : l'anglais facilite les

échanges... D'autant que c'est la langue que ces familles voudraient parler !"

" On est partis la fleur au fusil, en se demandant comment ajuster les programmes, l'évaluation, raconte Sophie Poisson, principale du collège Du-moulin. Sans renoncer à l'ambition, il faut savoir avancer avec modestie. " Dans son établissement de 370 élèves classé " REP + ", dix enseignants se sont portés volontaires pour accueillir, chaque jour, de un à sept ado-lescents de la Linière répartis dans les classes. Deux professeurs dans une même salle, une heure durant, croisent leurs disciplines. " Les objectifs ne sont pas seulement scolaires, fait valoir Mme Béague, professeure spécialisée dans la prise en charge des troubles fonctionnels. Que ces jeunes échangent avec d'autres gamins, se sentent mieux voire bien, qu'ils trouvent parmi nous une bulle d'oxygène, presque une vie normale... On s'en satisfait ! "

" Rumeur et réalité "

Dans une classe de 6e, Willowna, Anastasia, Cassandra, Youssef et Iliès ont entamé une partie revisitée du jeu de cartes Uno, mêlant aux chiffres des fractions. Arko et Kardin les rejoignent. Les deux jeunes Syriens prennent vite leurs marques : en maths, ils n'ont rien à envier aux enfants de -Grande-Synthe. Quand sonne la récréation, ils ne les rejoignent pas dans la cour mais se

ruent au " foyer ". A eux le baby-foot... et les ordinateurs. " On les laisse faire : comme tous les ados, ils adorent aller sur Internet, écouter de la musique... C'est un lien avec leur pays d'origine ", note Mme Béague.

A la porte du foyer, deux collégiens plus âgés les observent. " Il paraît qu'il faut jarter de nos maisons pour eux... ", marmonne l'un d'eux. Mme Béague lui fait répéter. Il maintient : " Les politiques disent qu'on doit leur donner nos maisons. " L'affirmation a beau rester floue, elle semble bel et bien s'inspirer de la théorie du " grand remplacement ". L'enseignante ne laisse rien passer : " Où as-tu entendu ça ? Tu connais la différence entre rumeur et réalité ? Est-ce qu'une seule famille autour de toi a dû quitter sa maison ? " Les deux jeunes tournent les talons.

A l'école Ferrer, à la récréation, les enfants se mêlent plus facilement. " L'âge s'y prête... et le toboggan ", sourit Julie Soyez. La petite Rojan a lâché la main de ses frères : encadrée de deux fillettes, elle court d'un bout à l'autre de la cour, hurlant de joie. Ahmed Shanga et Mohamed la couvent du regard, assis sur un banc, un peu à l'écart.

Mattea Battaglia ■

par Mattea Battaglia



POLITIQUE NATIONALE

Élection présidentielle : le grand chambardement électoral

À moins de trois mois du scrutin, les primaires ont reconfiguré les forces politiques faisant émerger Emmanuel Macron en possible candidat du second tour.

Les rapports de force entre les principaux candidats à trois mois de l'élection présidentielle

CANDIDAT	SURVIE PRÉSIDENTIELLE ¹	POTENTIEL ÉLECTORAL ²	INTENTIONS DE VOTE ³	SOUHAIT DE VICTOIRE ⁴	PREDICTE DE VICTOIRE ⁵
MARINE LE PEN	28 %	33 %	25 %	19 %	28 %
FRANÇOIS FILLON	40 %	36 %	22 %	19 %	40 %
EMMANUEL MACRON	45 %	43 %	21 %	16 %	45 %
BENOÎT HAMON	34 %	36 %	15 %	11 %	34 %
JEAN-LUC MÉLENCHON	21 %	25 %	10 %	7 %	21 %

1) - SELON UN VUEZ, UN CANDIDAT SUR QUATRE A DES CHANCES DE GAGNER À LA 2^{ÈME} TOUR. 2) - SELON UN VUEZ, UN CANDIDAT SUR QUATRE A DES CHANCES DE GAGNER À LA 1^{ÈRE} TOUR. 3) - SELON UN VUEZ, UN CANDIDAT SUR QUATRE A DES CHANCES DE GAGNER À LA 2^{ÈME} TOUR. 4) - SELON UN VUEZ, UN CANDIDAT SUR QUATRE A DES CHANCES DE GAGNER À LA 1^{ÈRE} TOUR. 5) - SELON UN VUEZ, UN CANDIDAT SUR QUATRE A DES CHANCES DE GAGNER À LA 2^{ÈME} TOUR.

Avec la nette victoire de Benoît Hamon dans la primaire de la Belle Alliance populaire, s'est close la série des primaires qui a largement contribué à définir une offre inédite de candidatures pour la prochaine élection présidentielle. La primaire semi-ouverte d'Europe Écologie - Les Verts (octobre 2016) a créé la première surprise : la favorite Cécile Duflot a été éliminée dès le premier tour. La primaire de la droite et du centre du 20 et 27 novembre a écarté Nicolas Sarkozy dès le premier tour, et l'outsider François Fillon a terrassé Alain Juppé dans un second tour marqué par une dynamique irrésistible (66,5 % des voix).

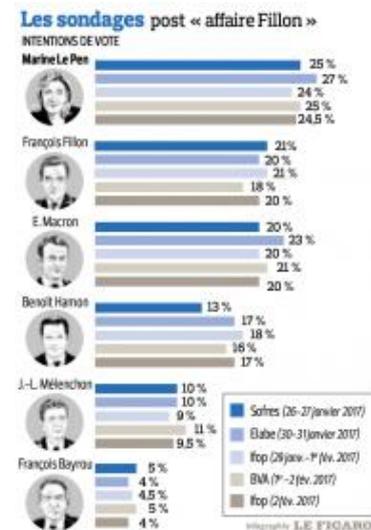
À gauche, la primaire tardive s'est ouverte par l'auto-élimination de François Hollande, annoncée le 1^{er} décembre, alors que cette primaire avait été organisée pour lui et était censée relégitimer un président à la popularité défaillante. Dès le premier tour, l'outsider Benoît Hamon devance de presque 5 points l'ex-premier ministre Manuel Valls et relègue loin derrière Arnaud Montebourg, héros flamboyant de la contestation socialiste.

Benoît Hamon, second rôle de la « fronde » socialiste propulsé dans le premier rôle, emporte tout sur son passage. Manuel Valls, premier ministre ayant incarné la ligne de la présidence Hollande pendant plus de deux ans, est la dernière victime de ce vent de renouvellement violent qui semble souffler sur la vie politique française et fait tomber l'un après l'autre toutes celles et ceux qui ont occupé d'éminentes et visibles fonctions politiques.

Semblent échapper pour l'instant à ce jeu de massacre les candidats autoproclamés que sont Marine Le Pen, Emmanuel Macron et, à un moindre degré, Jean-Luc Mélenchon. Dorénavant, dès que les électeurs s'expriment en direct, toutes les positions même les mieux acquises sont menacées. Hors de nos frontières, cette propension à déjouer les scénarios les mieux établis a déjà été à l'œuvre dans le référendum britannique du 23 juin 2016 sur l'appartenance du Royaume-Uni à l'Union européenne, puis dans l'élection présidentielle américaine du 8 novembre 2016. Qu'en sera-t-il en France les 23 avril et 7 mai prochains ?

Après une grande stabilité pendant l'essentiel de l'année 2016, les sondages d'intentions de vote s'affolent et montrent que les rapports de force politiques et électoraux sont en profonde évolution. Si la présidente du Front national continue à faire la course en tête, avec environ 25 % des intentions de vote, le scénario an-

noncé d'un duel de second tour entre la droite et l'extrême droite devient plus fragile. La dynamique en faveur d'Emmanuel Macron est réelle et lui permet de sortir de la position de « premier des perdants » dans laquelle il semblait être cantonné. Avec entre 20 et 23 % d'intentions de vote, l'ex-ministre de l'Économie de François Hollande semble prendre un léger avantage sur un François Fillon affaibli (18 à 21 %) et intègre le petit cercle de ceux qui pourraient s'inviter à un deuxième tour de l'élection présidentielle.



La double aubaine d'un candidat socialiste positionné très à gauche et d'un candidat de la droite empêtré dans une séquence politico-judiciaire difficile lui a ouvert un espace politique conséquent. Le leader d'En marche ! est même aujourd'hui celui qui a le potentiel électoral le plus important : d'après les données de la Sofres, 43 % des électeurs interrogés disent qu'ils sont certains ou qu'il y a de fortes chances qu'ils votent pour

lui, ou encore qu'il serait possible qu'ils votent pour lui.

On cerne très bien cette position centrale d'Emmanuel Macron dans le fait qu'il est aujourd'hui le candidat qui récu-père le mieux l'électorat de François Hollande ainsi que celui de François Bayrou (au cas où ce dernier ne serait pas candidat) : 46 % des électeurs qui avaient voté en faveur de François Hollande en 2012 et qui ont l'intention de voter en 2017 disent choisir Emmanuel Macron (contre 32 % exprimant un soutien à Benoît Hamon et 12 % à Jean-Luc Mélenchon) ; 35% des électeurs de François Bayrou choisissent l'ex-ministre de l'Économie (contre 18 % orientant leur choix vers François Fillon et 18 % vers Benoît Hamon). Même s'il était présent comme candidat, le patron du MoDem a pour l'instant un espace électoral très restreint (4 à 5 % d'intentions de vote). Il reste à Emmanuel Macron à renforcer son image de « gagnant » : 16 % seulement des personnes interrogées souhaitent sa victoire et 17 % l'anticipent. Mais ce souhait reste particulièrement faible dans les milieux populaires (10 %) et à droite (11 % chez les sympathisants des Répu-

blicains et 3 % chez ceux du Front national).

François Fillon résiste, mais connaît des difficultés dans l'électorat jeune (14 % seulement d'intentions de vote chez les moins de 35 ans) et dans l'électorat centriste, où la concurrence macroniste est très forte. L'hypothèse d'une « candidature de substitution » et le rythme effréné des « révélations » peuvent miner le socle du candidat de la droite jusqu'en son cœur « républicain ».

Le relatif succès de mobilisation de la primaire de gauche (plus de deux millions d'électeurs au second tour) est symptomatique de la capacité de Benoît Hamon à enclencher un ré-équilibre très sensible dans l'espace de la gauche de la gauche où sa « nouveauté » donne un coup de vieux à Jean-Luc Mélenchon qui pâtit de son « ancienneté » comme tous les leaders politiques installés.

Dans le sondage d'intentions de vote réalisé par la Sofres les 26 et 27 janvier, le candidat socialiste, avec 15 %, prend l'avantage sur le candidat du Front de gauche (10 %). Benoît Hamon reprend en main l'électorat socialiste « frondeur » et entame le ca-

pital de voix des sympathisants du Front de gauche. Les sondages attestent d'une dynamique forte (16 à 18 %). Dans ce paysage en pleine recomposition, le seul élément de permanence reste l'électorat qui s'apprête à choisir Marine Le Pen. Avec environ 25 % d'intentions de vote la présidente du FN se maintient au niveau des performances régulièrement enregistrées à toutes les élections intermédiaires depuis trois ans (entre 25 et 27 %). Elle fidélise, bien mieux que tous les autres candidats, son « électorat naturel » : 92 % de ceux qui l'avaient déjà choisie en 2012 prévoient de renouveler leur choix en 2017. Ce n'est le cas que pour 66 % de l'électorat sarkozyste de 2012 en faveur de Fillon ; 53 % de l'électorat Mélenchon de 2012 ; et 32 % de l'électorat hollandiste se tournant vers Hamon. Si ce n'est au Front national, la plupart des électeurs semblent s'émanciper de leurs choix passés et hésiter entre colère, exploration de voies nouvelles et infidélités en tout genre. En s'emparant de l'élection présidentielle de 2017, ces électeurs peuvent réserver encore quelques surprises. ■

par J. A.

PASCAL PERRINEAU



Professeur des universités à Sciences Po, chercheur au Cevipof

Le chamboule-tout des primaires qui a débuté par l'auto-élimination de François Hollande a successivement évincé, à gauche et à droite, les « favoris » ayant occupé les plus hautes fonctions politiques. À l'exception de Marine Le Pen dont le socle électoral reste stable, les intentions de vote pour les nouveaux prétendants à l'Élysée « *montrent que les rapports de force politiques et électoraux sont en profonde évolution* », note Pascal Perrineau.

Dans ce paysage en cours de recomposition, où « *le vote privatif se substituerait au vote de classe* », selon Luc Rouban, directeur de recherches au CNRS, Emmanuel Macron tire profit, pour l'instant, du positionnement très à gauche de Benoît Hamon et des déboires de François Fillon.

“ « Le leader d'En marche ! est aujourd'hui celui qui a le potentiel électoral le plus important »



Luc Rouban : la fragmentation de l'électorat signe la fin du vote de classe

DIRECTEUR de recherches au CNRS-Cevipof, Luc Rouban souligne le rôle déterminant de la re-composition des clivages « gauche, droite, centre » dans les intentions de vote.

Le FIGARO. - Comment expliquez-vous la percée d'Emmanuel Macron ?

Luc ROUBAN.-L'ancien ministre de François Hollande s'engouffre dans l'espace politique qui s'ouvre au centre du paysage politique. Cette ouverture est à la fois liée à la radicalisation de la gauche, telle qu'elle est portée par Jean-Luc Mélenchon et Benoît Hamon, ainsi qu'à la radicalisation de la droite portée par la victoire de François Fillon lors des primaires. À cela s'ajoute l'ancrage puissant de Marine Le Pen dans les catégories populaires. La re-composition électorale en cours éclaire aussi le succès d'Emmanuel Macron. L'affaissement électoral du Parti socialiste signifie qu'il n'est plus porteur d'un clivage clair. L'analyse des données de la vague 10 de l'enquête électorale du Cevipof (*janvier 2017*) révèle que la première variable permettant de classer les intentions de vote au premier tour tient à l'autopositionnement des enquêtés sur l'échelle gauche-droite. Le regroupement des enquêtés en trois grands pôles, « droite », « centre » et « gauche », montre qu'Emmanuel Macron obtient un niveau record d'intentions de vote (33 % des inscrits dans le groupe « centre », François Fillon obtient 42 % des intentions de vote dans le groupe « droite » devançant Marine Le Pen (37 %). Jean-Luc Mélenchon arrive en tête de

groupe « gauche », avec 32 % des intentions de vote. Bien que jouant un rôle important, toutes les autres variables (le niveau de patrimoine, l'âge, le diplôme ou la religion) se classent loin derrière. En ce sens l'élection de 2017 n'est pas liée mécaniquement à des situations de classe mais à la re-composition des clivages.

Est-ce donc la fin du vote de classe ?

Certainement. Les variables dites « lourdes » comme le patrimoine ou la profession exercée n'expliquent plus que de manière secondaire le choix électoral. Si on décompose le vote Macron, les intentions de vote des enquêtés se positionnant au centre varient entre 26 et 46 % selon le niveau de diplôme ; le score le plus important étant obtenu auprès des diplômés des grandes écoles. Le niveau de patrimoine n'intervient qu'en troisième position pour distinguer ensuite les plus fortunés (dernier quartile d'un indice de patrimoine) qui choisissent Emmanuel Macron à hauteur de 51 %, contre 35 % pour les moins fortunés.



Luc Rouban. Photo : SÉBASTIEN SORIANO/LE FIGARO

Constatez-vous le même phénomène chez les enquêtés du groupe « droite » ?

Non, le jeu des variables y est différent. La première variable discriminante est constituée par l'âge et la génération : François Fillon bat les records chez les seniors de 65 ans et plus, avec 61 % d'intentions de vote ; Marine Le Pen obtient ses meilleurs résultats chez les jeunes de droite : 38 % chez les 18-34 ans. À gauche, la religion est la variable discriminante. Jean-Luc Mélenchon obtient 35 % des intentions de vote chez les « sans religion » et 27 % chez les catholiques. Les variables niveau de diplôme ou patrimoine ne viennent qu'en troisième position pour moduler ces résultats.

Comment interprétez-vous ces évolutions ?

La re-composition du paysage politique, dont Emmanuel Macron est l'expression la plus visible, s'appuie sur une fragmentation de l'électorat, dont les ressorts principaux ne sont

plus à trouver du côté des « positions de classe » mais dans une combinaison complexe de variables liées à la vie individuelle : le choix des valeurs, les ressources culturelles, la religion, la génération. On s'achemine vers un vote privatif, fruit d'un compromis personnel entre diverses dimensions de l'existence. Cette recomposition déstabilise les grands partis qui ont

construit des clivages simples à partir des fractures du monde industriel du XIX^e siècle : ouvriers contre patrons, travail contre propriété, égalité contre hiérarchie. Elle menace d'effondrement les grands partis (PS mais aussi les Républicains). Elle fragilise le processus électoral qui devient hautement instable, sensible aux personnalités des candidats, car

ce qui est privatif est aussi affectif. Les exigences morales peuvent être déterminantes surtout en période de remise en cause du personnel politique. ■

par Josseline Abonneau <jabonneau@lefigaro.fr>



La lente agonie de l'extrême gauche française

NPA, Lutte ouvrière, deux partis trotskistes rompus aux campagnes présidentielles depuis plus de quarante ans, pourraient ne pas avoir de candidat le 23 avril. La montée en puissance de Jean-Luc Mélenchon et de Benoît Hamon n'explique pas cette fin de cycle entamée il y a une dizaine d'années.



Sophie de Ravine
nelE@S2RVNL

Poing levé ou point final à la lutte révolutionnaire ? Alors que Jean-Luc Mélenchon ne chante plus *L'Internationale* à la fin des meetings de La France insoumise, va-t-on aussi assister à l'extinction des voix trotskistes ou néotrotskistes à la présidentielle ? Philippe Poutou, candidat du Nouveau Parti anticapitaliste (NPA), l'héritier de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), est ouvertement à l'agonie politique. Les observateurs ne lui donnent pas quelques semaines pour en finir avec cette élection présidentielle. Son parti n'a réuni que la moitié des 500 signatures d'élus exigées. L'évolution des règles de parrainage au Conseil constitutionnel est invoquée, avec, entre autres nouveautés, la disparition de l'anonymat partiel des élus signataires. La réforme des collectivités territoriales est aussi mise en cause. Les exécutifs locaux exerçaient une pression politique et financière sur les « petits » élus. Mais

le problème est plus profond. Certes, Lutte ouvrière (LO) et ses 8 000 adhérents revendiqués pourraient parvenir à se présenter. La quête des signatures est, en effet, leur spécialité. Et rien n'arrête ces moines soldats. Mais quel avenir pour Nathalie Arthaud, qui n'a obtenu que 0,56 % des voix en 2012 ? Pour l'extrême gauche, c'est la fin d'un cycle qui aura duré près de quarante ans...

« *Nous étions à la tête d'une véritable armée privée.* » Henri Weber ne plaisante pas. C'était au début des années 1970. L'ancien sénateur PS, proche de Laurent Fabius, était le compagnon de route d'Alain Krivine à la LCR. Les batailles de rue, il les a bien connues. Elles étaient autrement plus toniques et maîtrisées que celles observées durant les manifestations contre la loi travail au printemps 2016. Il suffit, pour s'en convaincre, de revoir le documentaire de Romain Goupil : *Mourir à trente ans*, qui prend pour toile de fond les événements du 21 juin 1973. Ce jour-là, la petite « *armée privée* » de jeunes trotskistes, casquée, bâtons ou cocktails Molotov à la main, veut en découdre. Les ennemis d'Ordre nouveau, un groupuscule d'extrême droite, sont en ligne de mire. L'État aussi, bien entendu. Près de cent policiers sont blessés. Juin 1973, c'est aussi le début des luttes sociales chez Lip, à Besançon. Et en avril de la même année, 500 000 lycéens et jeunes étaient aussi descendus dans la rue contre la suppression

des sursis militaires décidée par la loi Debré. La Ligue diffuse l'antimilitarisme. L'ambiance est insurrectionnelle.

« Travailleuses, travailleurs ! »

Dans ces temps que certains jugeaient « prérévolutionnaires », tout est bon à l'extrême gauche pour se faire entendre. Y compris de la plus curieuse des manières pour ces adeptes de la révolution : se présenter à la présidentielle. Quelques années plus tôt, Alain Krivine, alors soldat de 2^e classe affecté dans l'est de la France, est le premier à franchir le cap en 1969. Résultat : 239 106 bulletins dans l'urne, soit 1,06 % des voix. Un début... Les camarades de LO, déjà concurrents, sinon ennemis, comme le sont généralement entre eux les courants trotskistes, regardent avec intérêt cette candidature et se lancent à leur tour dans la bataille. Véritable prolétaire, contrairement à l'intellectuel Alain Krivine, Arlette Laguiller trouve ses mots dès 1974. « *Travailleuses, travailleurs !* » L'introduction à ses interventions devient une marque de fabrique et va ponctuer ses campagnes présidentielles pendant plus de trente ans. Jusqu'à faire de cette candidature une sorte de monument national. Alain Souchon chantera même en 1993 ses louanges dans une chanson au titre éponyme.



Faute d'avoir réuni suffisamment de signatures, la candidature de Philippe Poutou, représentant du Nouveau Parti anticapitaliste (NPA), à l'élection présidentielle semble pour l'heure compromise. Photo : RENAUD BOUCHEZ / SOCIETY-SIGNATURES

Aux présidentielles de 2002 et 2007, le charismatique Olivier Besancenot réveille la LCR et obtient 4,25 %, puis 4,08 % des voix. Arlette Laguiller, de son côté, grimpe jusqu'à 5,30 % et 5,72 % en 1995 et 2002. Le vase de l'extrême gauche se remplit à mesure que celui du PCF se vide. Pourtant, LO ne saura rien tirer de ces scores encourageants, sauf des divisions internes. Pour eux, le seul intérêt de la présidentielle est la fenêtre militante et médiatique destinée à faire passer un message. Le pouvoir façon V^e République, ils n'en veulent pas.

La LCR, au contraire, cherche à ouvrir son horizon. Ce sera la création du NPA en 2009. Il faut moderniser et rassembler. On abandonne donc le trotskisme. Le parti révolutionnaire n'est plus qu'anticapitaliste, et la révolution se dissout dans une transformation de la société. Une sorte de Front de gauche de Jean-Luc Mélenchon, avant l'heure.

La sauce, pourtant, ne prend pas. « Au bout de trois ans, leur sectarisme les a tués », note la communiste

Marie-Pierre Vieu. Une autre figure proche du PCF est plus directe encore : « Ils sont mort-nés. Il n'y avait aucune synthèse possible entre un Olivier Besancenot vu à la télévision, sympathique postier pédagogique, très gauche radicale grand angle, et le même Besancenot militant de la LCR ayant choisi Lucien Beretta comme "pseudo", en référence à une marque de pistolet. » Très vite, le Front de gauche unissant les communistes à Jean-Luc Mélenchon et d'autres anciens du NPA va occuper l'espace puis absorber le potentiel électoral relativement stable à la présidentielle de 2012... Ni Pou-tou au NPA, ni Arthaud à LO ne parviendront à relever le gant cette année-là. Au siège du NPA, à Montreuil, Alain Krivine, 75 ans, continue pourtant à militer. Inlassablement, malgré l'âge et la fatigue. Dans son petit bureau où les plantes vertes respirent de santé, il écoute de la grande musique et regrette d'être le seul à aimer le classique dans son parti. Pas désespéré, plutôt lucide. « Si nous n'avons pas nos signatures, dit-il, certains voteront LO, d'autres voteront blanc. » Quant à Jean-Luc Mélenchon, « il n'a pas franchement la cote chez nous. Sur Poutine et sur Assad, il n'est pas clair. Il est trop perso aussi. Trop laïque et nationaliste. C'est son genre franc-maçon. Je le dis, car il le reconnaît lui-même. »



La chute du NPA, même s'il ne l'admet pas comme telle, est liée selon lui à l'évolution de la société. « Aujourd'hui, le chacun pour soi domine la gauche. Il n'y a plus de mouvement d'ensemble », affirme Krivine. Dans son département de Seine-Saint-Denis, raconte-t-il, « des immigrés me disent que les seuls candidats valables, ce sont le postier (Olivier Besancenot, NDLR) et Marine. Ils jurent ne pas être racistes, mais quand même, ils n'aiment pas les Roms... En période de crise, chacun cherche son ennemi. C'est la montée des nationalismes du type Brexit... »

« Minuit moins cinq »

Alain Krivine observe aussi avec une certaine attention « les nombreuses mobilisations sectorielles anticapitalistes, très locales » de type ZAD, acronyme de zone à défendre. « Ce sont, dit-il, des mouvements très durs et radicaux qui dépassent souvent les organisations officielles, politiques et syndicales. » Dans son histoire, le fondateur de la LCR reconnaît pourtant des liens avec le groupe Action directe. Mais il l'affirme : « S'il n'y a pas eu en France de violence comme en Allemagne et en Italie, c'est bien parce que la LCR a su canaliser cette violence. » Voudrait-il faire regretter au ministère de l'Intérieur le déclin du NPA alors même que l'on observe le retour des autonomes ? Ils étaient des centaines à Paris lors du défilé du 14 juin contre la loi travail. Particulièrement visibles et violents.

Chez LO, le frère ennemi du trotskisme, Nathalie Arthaud balaie ce regain des autonomes d'un revers de main. « Il y en a toujours eu et de bien plus bouillonnants. Tout le monde a la mémoire courte. » Mais quels partis aujourd'hui pour absorber cette violence, quels services d'ordre de quels syndicats, eux aussi en perte de vitesse ?

Ex-bras droit d'Olivier Besancenot à la LCR, puis au NPA, et aujourd'hui soutien de Jean-Luc Mélenchon à la présidentielle au sein du mouvement Ensemble, Pierre-François Grond observe que « pour la première fois, les mouvances trotskistes ont perdu la main dans les mobilisations sociales. LO continue de faire comme si de rien n'était, mais l'extrême gauche classique est épuisée ». Et, selon lui, « les mouvances anarchoïdes autonomes qui renaissent poussent le discours anti-institution jusqu'au bout en se moquant de la politique. Ils placent LO et le NPA devant leur incohérence : participer aux élections tout en rejetant le système politique... » Des jeunes « qui n'ont plus besoin des partis et des syndicats pour se former ni pour commu-

niquer et inventent une nouvelle façon de faire de la politique ».

Le paysage radical se recompose, donc, à gauche, avec la fin du NPA et de LO, le déclin du PCF, la crise chez les écologistes et la mutation possible au PS avec la victoire de Benoît Hamon à la primaire. Sans parler de l'après Jean-Luc Mélenchon, qui se jouera selon son score à la présidentielle. « On tâtonne », reconnaît Pierre-François Grond, conscient du « rejet des partis » au sein d'une gauche qui se qualifie de « citoyenne ». L'économiste Frédéric Lordon, au discours très radical, a séduit les participants du mouvement Nuit debout au printemps. Dans la dernière livraison de la revue *Charles*, il prévient : « Le sentiment de scandale général est

trop fort... Ce système est mort et les gens qui s'y agitent sont des morts-vivants. On voudrait leur dire de faire attention tout de même, parce qu'il est minuit moins cinq. Il ne faudra pas s'étonner qu'il y ait des éruptions de violence. » Lordon pourrait-il devenir une figure politique du rassemblement ? Un ténor de la gauche radicale ironise. « C'est de la radicalité académique et universitaire qui cherche à entrer en résonance avec les mouvements de la société. Mais cela ne fait pas une stratégie politique faite de rapports de force... » Un autre ajoute, « il est comme Louis Althusser dans les années 1970, il fascine les amphithéâtres. Mais la raideur stalinienne, ça ne fait pas de bonne politique ». ■

ENCADRÉS DE L'ARTICLE

“ Aujourd'hui le chacun pour soi domine la gauche. Il n'y a plus de mouvement d'ensemble » ALAIN KRIVINE NPA



Hamon dans le rôle du rassembleur des socialistes

Pour souder son camp, le candidat crée un « conseil parlementaire » qui l'épaulera dans sa campagne « forte, courte, sur le terrain ».



Benoît Hamon s'est rendu, lundi, à Arcueil, au lendemain de son investiture par le PS. Photo : P. KOVARIK/AFP B

PRÉSIDENTIELLE Devant le groupe socialiste de l'Assemblée nationale, mardi matin, Benoît Hamon a prévenu : « *La campagne sera brutale, agressive, haineuse et extrêmement difficile.* » Le candidat du PS à la présidentielle voudrait-il attiser les braises de la menace pour mieux rassembler son camp divisé ? Porte-parole du groupe, la députée de Paris Annick Lepetit l'assure : « *Benoît Hamon est de plus en plus convaincu que Marine Le Pen sera au deuxième tour le 7 mai prochain. Et qu'elle pourrait même gagner.* » « *Marine Le Pen est sous-évaluée dans les sondages, elle est la favorite de cette présidentielle et cette réalité doit nous pousser au rassemblement de la gauche* », reconnaît, à la sortie de la réunion, Eduardo Rihan-Cypel, député de Seine-et-

Marne et ex-soutien de Vincent Peillon.

Pour être en mesure de combattre la présidente du Front national au second tour, puis de l'emporter, Hamon a donc défini mardi sa stratégie devant les députés, avant de la répéter ensuite devant les sénateurs. Cette campagne doit être « *forte, courte et sur le terrain.* » « *Avec seulement dix semaines de campagne, il ne peut qu'aller vite* », rapporte Annick Lepetit. « *Et dans ces conditions, il a bien souligné qu'il n'était pas possible de tergiverser indéfiniment sur les choix politiques, même s'il a reconnu que son projet doit encore être amélioré.* » Des retouches donc. Pas de grandes réorientations.

Sur l'organisation pratique, le candidat socialiste a révélé quelques éléments. En plus de son équipe rapprochée, Benoît Hamon va ainsi mettre sur pied « *un conseil parlementaire* » composé de députés, de sénateurs et d'eurodéputés. Objectif : prendre appui sur leur expertise et sur leurs remontées de terrain, mais aussi préparer les premiers textes de loi en cas de victoire. Il s'appuiera en outre sur « *un conseil politique* » ouvert « *aux grandes figures* » du PS et sur « *un conseil citoyen* » composé d'une vingtaine de personnes issues de la société civile, consultées tous les 15 jours sur les grandes orientations de la campagne.

Tout n'est pas encore calé

Quant à l'équipe rapprochée, un organigramme précis devrait être rendu public vendredi, après un déplacement jeudi dans la Creuse. Mais tout n'est pas encore calé, loin de là. Le secrétaire d'État Matthias Fekl a été pressenti un temps pour devenir directeur de campagne. Finalement, cette fonction sera assurée par un tandem composé du directeur de campagne historique, le député de Seine-Saint-Denis Mathieu Hanotin, et de Jean-Marc Germain, député des Hauts-de-Seine et proche de Martine Aubry. Le sénateur Luc Carvounas, ex-soutien de Manuel Valls, pourrait, lui, devenir un des porte-parole. Il avait rapidement manifesté son soutien à Benoît Hamon après sa victoire. Hamon est-il en passe de réussir son rassemblement ? Présent à la réunion mardi, le député PS réformiste, Jean-Louis Gagnaire, désormais soutien d'Emmanuel Macron, indique que ses collègues loyalistes « *en doutent* ». « *Chez ceux qui se remettent mal du résultat de la primaire, c'est toujours le brouillard. Et il faut le dire, ils se sentent cocus.* » Pour Gagnaire, « *Hamon est habile, il n'a pas été cassant devant les députés, mais il ne changera rien sur le fond* ». ■

par Sophie De Ravinel @S2RVNL
et Mathilde Siraud @Mathilde_Sd



L'âpre retour en campagne de François Fillon

Le candidat de la droite à la présidentielle est reparti sur le terrain mardi. Une offensive qui a pris dans le parti, mais est compliquée dans l'opinion.

Dans l'Aube mardi, François Fillon a visité une usine Le Coq Sportif en compagnie de François Baroin.

« C'est une nouvelle campagne qui commence », avait assuré François Fillon lundi lors de sa conférence de presse, censée l'aider à tourner la page des affaires aux yeux des Français et, surtout, à anéantir tout plan B. Alors, ce mardi, le candidat de la droite a tenté de relancer sa campagne en allant sur le terrain, dans l'Aube, le fief de François Baroin - l'un des barons envisagés en plan B la semaine dernière - dans une usine Le Coq Sportif, puis au Technopole de l'Aube. Un déplacement sur le thème de l'emploi, première préoccupation des Français, quand François Fillon essaie de redevenir audible sur son projet.

Malgré ses explications, il a essuyé, dès son arrivée, un « escroc ! voleur ! ». Dans l'usine, a rapporté un journaliste de l'AFP présent, une salariée a jugé devant la presse que le candidat « a fait des choses qu'un futur président ne devrait pas faire. Un peu dur pour nous, les ouvriers ». Signe, s'il en était besoin, de la difficulté à reprendre cette campagne. Et c'est sans compter le bruit des nouvelles révélations (lire ci-contre). Elles viennent brouiller la contre-offensive de François Fillon, qui publie ce mercredi, dans la presse régionale, une « lettre » pour dire « sa vérité » aux Français. 65 % des Français veulent qu'il renonce à sa candidature, selon un sondage Harris Interactive, quand 67 % des sympathi-

sants LR souhaitent qu'il la maintienne.

Ressouder autour de lui

« Il n'y a pas de plan B, il y a un plan A comme attaque », avait redit François Fillon le matin, devant les parlementaires réunis à son quartier général. Il avait à nouveau souligné, devant eux, la légitimité donnée à sa candidature par la primaire. Et glissé que, avant un candidat, ils avaient choisi un « projet de rupture ». Manière de détourner les regards de sa personne pour les remettre sur le fond. François Fillon leur a surtout répété qu'il n'y avait « pas le choix », que sa candidature était « irrévocable », car il portait, avec eux, « la responsabilité » de « ne pas laisser les Français qui veulent l'alternance privés de leur victoire ».



Dans l'Aube mardi, François Fillon a visité une usine Le Coq Sportif en compagnie de François Baroin.

Le candidat, s'il a mis en avant les « alliés centristes » - avec le souci de stopper l'hémorragie possible vers Emmanuel Macron -, a aussi assuré qu'il allait faire une « campagne de droite, sans concession à nos valeurs », insistant sur la sécurité, l'ordre, l'identité et la liberté. Ce mercredi, il doit parler sécurité à Juvisy-sur-Orge (Essonne), théâtre de récentes

échauffourées. Bref, un discours qui vise à ressouder la droite autour de lui. Et puis François Fillon a enjoint aux parlementaires de faire campagne à fond, prévenant : « Il y a beaucoup de talents dans notre famille. C'est le moment de montrer ce qu'ils savent faire et j'en tirerai toutes les conséquences. » De quoi pousser à la cohésion et à repartir, malgré tout, en campagne. D'autant que beaucoup jouent leur fauteuil aux législatives de juin.

« Il a éteint le feu dans sa maison, il va dérouler, attaquer la presse et la justice, cliver programme contre programme », prévient un sénateur LR, qui tempère : « Mais le pessimisme domine sur la suite des opérations ». « Il n'y a plus de couac dans la famille, tout le monde est autour du candidat. Après les excuses aux Français, le groupe est prêt à repartir au combat », se félicite le député Jean Leonetti, se disant toutefois « lucide » : « On se rend bien compte qu'on y a laissé des plumes. Même si le candidat a réussi à sortir la tête de l'eau, il restera des traces. » Tout en jugeant l'exercice de la conférence de presse « efficace vis-à-vis du coeur de cible des militants Républicains », un autre parlementaire LR ne cache pas en privé son inquiétude sur la mobilisation de l'électorat autour de François Fillon : « Il repart avec un handicap. Pendant qu'on a des candidats qui vont faire le sprint, lui va courir avec une canne. » ■

par Isabelle Ficek

Les indemnités de Penelope Fillon

Selon « Le Canard enchaîné » de ce mercredi, Penelope Fillon a perçu 16.000 euros en août 2002 après la fin de son contrat d'attachée parlementaire auprès de son époux, puis 29.000 euros de primes en novembre 2013 à la suite de la rupture d'un dernier contrat. L'hebdomadaire écrit aussi que les enquêteurs « pensent avoir réuni assez d'éléments pour exclure un classement sans suite du dossier ».

François Fillon a répliqué dans un communiqué que « seule la volonté de nuire peut expliquer cette présentation mensongère ». Il affirme que ces sommes sont erronées, en particulier celles concernant les primes versées en novembre 2013 qui, selon lui, s'élèvent en réalité à 7.754,02 euros « comprenant les congés payés ». Il assure que ces montants étaient déjà inclus dans de précédents calculs.



FRANCE

Le casse-tête des investitures PS aux législatives

La désignation des candidats pour les élections de juin constitue un test politique pour Benoît Hamon

Ayant désormais investi Benoît Hamon pour l'élection présidentielle, le Parti socialiste doit boucler un autre dossier sensible : celui des investitures aux élections législatives de juin. Une première vague de 395 candidats a déjà été investie le 17 décembre 2016. La totalité des candidatures devait initialement être arrêtée avant la fin du mois de février ; ce sera plutôt en mars. Car le PS et son candidat – qui, fort de sa victoire à la primaire, entend exercer son droit de regard sur les investitures – doivent simultanément gérer deux facteurs politiques : d'une part, les ralliements de députés sortants à Emmanuel Macron et, d'autre part, les négociations avec les alliés et partenaires potentiels.

PS ou En Marche !, il faut choisir " *Tous les candidats ont reçu copie d'un courrier du président de la commission nationale des conflits qui est un rappel statutaire et qui dit quelque chose de simple : être candidat socialiste aux législatives, c'est soutenir le candidat socialiste à l'élection présidentielle* ", rappelait le secrétaire national chargé des élections, Christophe Borgel, à l'issue de la convention nationale d'investiture du 17 décembre.

Problème : parmi les 395 candidats investis, plusieurs ont déjà annoncé soutenir le candidat d'En Marche ! comme Alain Calmette, dans la 1^{re} circonscription du Cantal, Olivier Véran (Isère, 1^{re}), Jean-Louis Touraine (Rhône, 3^e), Corinne Erhel (Côtes-d'Armor, 5^e), Richard Ferrand (Finistère, 6^e), Jean-Jacques Bridey

(Val-de-Marne, 7^e), Stéphane Travers (Manche, 3^e) ou Christophe Castaner (Alpes-de-Haute-Provence, 2^e).

D'autres, pas encore investis, comme Jean-Louis Gagnaire (Loire, 2^e), Jean-Michel Villaumé (Haute-Saône, 2^e), Jean-Yves Caullet (Yonne, 2^e) ou Florent Boudié (Gironde, 10^e), ou qui ne sollicitaient pas un nouveau mandat, à l'instar de Marc Goua (Maine-et-Loire, 2^e) ou Jean-Pierre Le Roch (Morbihan, 3^e), ont fait le même choix. Sans compter celles et ceux qui ne se sont pas encore déclarés, qui s'interrogent ou ont sollicité un " *droit de retrait* ", laissant entendre qu'en tout état de cause ils ne feraient pas campagne pour le candidat investi par le PS à l'élection présidentielle.

Sur ce front, c'est donc une course de lenteur, à la manière de la vitesse sur piste, qui s'est engagée entre le PS et En Marche !. Le mouvement de M. Macron vient d'installer une commission d'investiture, présidée par l'ancien président du Conseil économique, social et environnemental Jean-Paul Delevoye, après avoir lancé un appel à candidatures pour les élections législatives. Pour l'heure, la date de clôture de l'enregistrement des candidatures et, a fortiori, des investitures n'a pas encore été fixée.

Du côté d'En Marche !, on veut se laisser la possibilité d'engranger de nouveaux ralliements d'élus socialistes. Le PS, pour sa part, entend s'assurer de la " *fiabilité* " des candi-

dats qu'il aura investis et éviter, tant que faire se peut, d'avoir à revenir sur des investitures déjà accordées. Il convient en outre de mesurer quelles pourraient être les conséquences politiques d'une application pure et dure de la ligne d'" *excommunication* " des hérétiques.

Amis, alliés et partenaires à ménager La victoire de M. Hamon à la primaire socialiste a changé la donne des négociations avec les partenaires potentiels à gauche, jusqu'alors passablement figées. En décembre, des candidats PS ont été investis dans des circonscriptions détenues par d'autres formations de gauche. Histoire de mettre un peu la pression. Ainsi, les circonscriptions des députés PCF ou Front de gauche André Chassaing (Puy-de-Dôme, 5^e), Nicolas Sansu (Cher, 2^e), président du groupe GDR et principal porte-parole du PCF à la commission des finances et dans les débats budgétaires, Jean-Jacques Candelier (Nord, 16^e), Marc Dolez (Nord, 17^e), Alain Bocquet (Nord, 20^e), l'ancien patron des députés communistes, ou Jacqueline Fraysse (Hauts-de-Seine, 4^e) ont été pourvus.

Il en va de même pour les circonscriptions EELV de Danielle Auroi (Puy-de-Dôme, 3^e), Cécile Dufлот (Paris, 6^e), Laurence Abeille (Val-de-Marne, 6^e), Noël Mamère (Gironde, 3^e) ou Sergio Coronado (Français de l'étranger, 2^e). Même le MRC Christian Hutin (Nord, 13^e) ou l'unique député du Mouvement des progressistes (Mdp) de Robert Hue, Jean-

Noël Carpentier (Val-d'Oise, 3e), n'ont pas été épargnés. A quelques encablures des échéances électorales et alors que M. Hamon veut tenter de renouer les fils du dialogue avec les traditionnels alliés du PS et, si possible, rassembler autour de sa candidature, les sujets de discussion pour une " *nouvelle majorité législative* " ne vont pas manquer.

Ministres candidats Pour l'heure, seize membres du gouvernement ont d'ores et déjà été investis pour les législatives. Il s'agit de Najat Vallaud-Belkacem (Rhône, 6e), Christophe Sirugue (Saône-et-Loire, 5e), Jean-Jacques Urvoas (Finistère, 1re), Marisol Touraine (Indre-et-Loire, 3e), Christian Eckert (Meurthe-et-Moselle, 3e), Pascale Boistard (Somme, 1re), Jean-Marie Le Guen (Paris, 9e), Myriam El Khomri (Paris, 18e), Ju-

liette Méadel (Seine-et-Marne, 10e), Bruno Le Roux (Seine-Saint-Denis, 1re), Estelle Grelier (Seine-Maritime, 9e), Martine Pinville (Charente, 1re), Matthias Fekl (Lot-et-Garonne, 2e), Ségolène Neuville (Pyrénées-Orientales, 3e), Ericka Bareigts (Réunion, 1re), Axelle Lemaire (Français de l'étranger, 3e).

Il pourrait toutefois y en avoir plus à l'arrivée : plusieurs circonscriptions de ministres sortants ont été réservées en attente de leur décision de se représenter ou non. C'est le cas, notamment, de Manuel Valls dans la 1re circonscription de l'Essonne ou de Michel Sapin dans la 1re de l'Indre. Le premier ministre, Bernard Cazeneuve, a confirmé, pour sa part, qu'il n'avait pas l'intention d'être de nouveau candidat.

Le salon des curiosités Les nouvelles règles de limitation des cumuls de mandats seront sérieusement mises à l'épreuve lors du prochain renouvellement. Pour nombre de candidats investis, il y aura, en cas d'élection, des choix à faire. A noter que trois sénateurs sont candidats aux législatives : Eliane Giraud (Isère, 5e), Gaëtan Gorce (Nièvre, 1re) et Luc Carvounas (Val-de-Marne, 9e). Enfin, plusieurs membres des cabinets de François Hollande et de Manuel Valls, comme Bernard Combes (Corrèze, 1re), Boris Vallaud (Landes, 3e) ou Magali Alexandre (Allier, 1re), tenteront leurs chances aux législatives.

Patrick Roger ■

par Patrick Roger



ATTACHÉS PARLEMENTAIRES

« Les petites mains de la République » exigent un statut

Sous le feu des projecteurs depuis le Penelopegate, de nombreux assistants parlementaires ont manifesté hier devant le Sénat pour rappeler la réalité de leur métier et réclamer la création d'un véritable statut professionnel.

Subitement, toute la France s'intéresse aux assistants parlementaires. L'affaire Penelope Fillon a choqué l'opinion. Elle a aussi interpellé ceux qui, collaborateurs ou attachés, travaillent tous les jours à l'Assemblée nationale, au Sénat ou en circonscription. Hier, une soixantaine d'entre eux ont manifesté devant le palais du Luxembourg pour expliquer la réalité de leur travail et dénoncer la précarité de leur statut. « Notre métier est dévalorisé depuis deux semaines. Mais on est loin d'être des planqués surpayés. On est plutôt des petites mains de la République qui ne comptent pas leurs heures », lance étienne. « En 2017, entre les législatives et les sénatoriales, on sera peut-être 1 300 à perdre notre emploi, avec des droits au rabais », poursuit Julie. « Nous sommes quasiment tous à bac + 5 et nous n'avons ni convention collective, ni CHSCT, ni compensation de précarité », ajoute Thomas. « Je prends le Penelopegate comme un signal d'alerte sur le manque d'encadrement de notre profession », argumente Camille Naget, assistante parlementaire membre de la CGT CP(collaborateurs parlementaires).

Micro en main, Florence Faye, de l'Unsa USCP (Union syndicale des collaborateurs parlementaires), explique que son métier, c'est écrit noir sur blanc, est d'« assister » le parlementaire, sans précision supplémentaire. « Nous rédigeons des discours, des propositions de lois, des amen-

dements, des notes de synthèses juridiques, etc. Nous sommes des plumes, mais aussi des attachés de presse. Nous répondons au téléphone, gérons l'agenda des élus. Certains font aussi tout le travail administratif nécessaire », énumère Maxence Gille, de l'Association de gauche des assistants parlementaires (Agap). Dans l'atroupement, Lucie souffle : « Il faudrait s'entendre sur un statut, une grille et des fiches de poste. C'est un métier passionnant, mais c'est l'enfer quand on tombe sur un tyran, qui appelle en pleine nuit pour qu'on vienne réparer sa connexion Internet chez lui, puis qui refuse que l'on prenne nos cinq semaines de congés payés alors qu'on ne rattrape presque jamais nos heures supplémentaires. On n'a même pas la droit de faire de notes de frais. Quand je reste jusqu'à une heure et demie du matin pour suivre la séance, le taxi pour rentrer, c'est pour ma pomme. »

Sous les pancartes « On ne veut pas de passe-droits, juste la loi » et les banderoles qui dénoncent un « plan social silencieux » à venir, Frédéric Faravel, de la CGT, raconte que, quand un sénateur ne se représente pas ou est battu aux élections, ses assistants sont ensuite licenciés pour motif « personnel », selon la consigne du Sénat. « Pourtant, aucun assistant ne pourrait être jugé personnellement responsable d'une fin de mandat. Nous réclamons donc le licenciement économique depuis des an-

nées. Cela nous permettrait de choisir entre percevoir des indemnités puis le chômage à 57 %, ce qui est actuellement la seule possibilité, ou bien y renoncer pour accéder au contrat sécurisation professionnelle avec le chômage à 75 %. »

Au milieu des conversations, certains attachés dénoncent, sans les nommer, des parlementaires qui embauchent « leur femme, et même leur maîtresse ». « Ceux qui ne sont pas réglo ont vraiment la frousse depuis le Penelopegate », confient-ils. « Il faut savoir que les attachés sont employés directement par le parlementaire, qui bénéficie pour cela d'une enveloppe mensuelle de 9 561 euros à l'Assemblée et de 7 593 euros au Sénat. Un éventuel surplus est reversé au groupe parlementaire de l'élu pour que le groupe emploie lui aussi des assistants. Il s'agit ici d'argent public, donc tout devrait être fait dans la plus totale transparence. N'en déplaise à Fillon, l'opacité encourage la triche. Il y a au final une véritable convergence déontologique entre nos revendications sociales et la nécessité de transparence », affirme Stéphane.

Autre souci : aucune instance de dialogue social n'existe au Parlement. Les attachés discutent directement avec les présidents et vice-présidents. « Nos employeurs sont ceux qui votent les lois, et ils ne respectent pas le Code du travail. Je conçois que la mission d'un assistant

parlementaire soit particulière, mais elle doit être mieux encadrée. Pourtant, dès que l'on veut s'organiser, on se heurte à de nombreux élus. Il y a

une forme d'aristocratie, de consensus de gauche à droite. C'est un comble de ne pas pouvoir faire bou-

ger les lignes à l'endroit même où l'on rédige la loi », regrette Sonia. ■

par Aurélien Soucheyre

